

**Assemblée générale**

Distr. générale
15 mai 2015
Français
Original : anglais

Soixante-dixième session**Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2016-2017******Avant-propos et introduction****Table des matières**

	<i>Page</i>
Avant-propos	3
Introduction	5
A. Priorités du projet de budget-programme	5
B. Méthode de travail	6
C. Présentation.	6
D. Vue d'ensemble des ressources	10
E. Tableau d'effectifs proposé	17
F. Actualisation des coûts	21
G. Autres facteurs pris en considération dans les propositions budgétaires	22
H. Décisions que l'Assemblée générale est invitée à prendre	25
 Annexe	
Tableaux	
A. Récapitulatif des ressources financières et des postes nécessaires	26
1. Budget total et postes	26
2. Récapitulatif du projet de budget-programme	28
3. Budget ordinaire : récapitulatif des prévisions de dépenses, par objet de dépense	32
4. Budget ordinaire : postes permanents et temporaires approuvés pour l'exercice biennal 2014-2015 et proposés pour l'exercice biennal 2016-2017	33

* Deuxième nouveau tirage pour raisons techniques (7 janvier 2016).

** La version approuvée du budget-programme paraîtra ultérieurement sous la cote [A/70/6/Add.1](#).



5.	Taux de change de diverses monnaies par rapport au dollar des États-Unis et taux d'inflation annuels, de 2014 à 2017, pour les principaux lieux d'affectation	40
6.	Coefficient d'ajustement et ajustement au coût de la vie, de 2014 à 2017, pour les principaux lieux d'affectation	40
7.	Effet-report sur l'exercice biennal 2016-2017 de postes créés en 2015, par chapitre du budget	41
B.	Autres facteurs pris en considération dans les propositions budgétaires	41
8.	Montant estimatif des quotes-parts hors budget ordinaire pour les exercices biennaux 2014-2015 et 2016-2017, par chapitre du budget	41
9.	Montant estimatif des ressources budgétaires pour les exercices biennaux 2014-2015 et 2016-2017, par chapitre du budget	43
10.	Ressources demandées pour l'Office des Nations Unies à Nairobi au titre de chapitres choisis.	46
11.	Ressources demandées au titre de la formation	46
12.	Ressources informatiques pour les exercices biennaux 2012-2013 à 2016-2017 . . .	47
13.	Personnel temporaire (autre que pour les réunions) au 31 mars 2015	48
14.	Postes autorisés au titre du budget ordinaire restés vacants pendant deux ans ou plus	51
15.	Ressources demandées pour les voyages du personnel au titre du budget ordinaire (missions politiques spéciales non comprises).	52
16.	Programmes de travail examinés par les organes compétents et chapitres correspondants du budget.	54
17.	État récapitulatif de la suite donnée aux recommandations formulées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires concernant les questions multisectorielles	56
18.	Nouvelle présentation des produits qu'il est proposé d'utiliser à compter du projet de budget programme pour l'exercice biennal 2018-2019	58

Avant-propos

J'ai l'honneur de présenter le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2016-2017. Conformément à la pratique établie, ce document est l'aboutissement d'un long processus, lequel a démarré en 2013 avec l'établissement du cadre stratégique, s'est poursuivi en 2014 avec l'élaboration de l'esquisse budgétaire et s'achève avec la formulation de la version définitive des prévisions budgétaires décrites ci-après.

Lors de l'établissement de ces prévisions, grand soin a été pris d'aligner les activités de l'Organisation sur les priorités définies par l'Assemblée générale dans sa résolution 69/264.

Alors que le montant global de l'esquisse budgétaire qui lui a été présentée pour examen s'élevait à 5 741,2 millions de dollars, l'Assemblée générale m'a invité à établir le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2016-2017 en me fondant sur une estimation préliminaire de 5 558,4 millions de dollars.

J'assure les États Membres que mes collaborateurs et moi-même restons déterminés à faire en sorte que le Secrétariat s'acquitte de ses tâches avec toujours plus d'efficacité et d'économie. Dès mon entrée en fonctions, en janvier 2007, je me suis engagé à améliorer la transparence, le respect du principe de responsabilité, l'efficience et la mobilité à l'Organisation. Les prévisions présentées ci-après s'inscrivent dans le droit fil de cet engagement.

Ces dernières années, nous avons continué de moderniser notre modèle de fonctionnement en menant des projets transformateurs tels que l'adoption des normes IPSAS et la mise en service d'Inspira et d'Umoja, et le présent projet de budget prévoit des crédits aux fins de la poursuite de ces projets. Par ailleurs, l'établissement du dispositif de mobilité organisée a représenté un tournant pour l'Organisation en ce qu'il lui a permis de gérer son principal atout, à savoir le personnel, bien plus efficacement. Ce dispositif s'inscrit dans une stratégie plus large visant à moderniser le Secrétariat et à lui donner une envergure véritablement mondiale, l'objectif étant d'élargir sa marge de manœuvre et de lui donner les moyens de relever plus efficacement les nombreux défis du monde d'aujourd'hui. Une Organisation plus solide, plus dynamique et plus moderne sera mieux à même de répondre aux besoins des gouvernements et des peuples.

Si l'Organisation est fermement résolue à assurer la bonne mise en service d'Umoja, il lui faudra pour cela mieux comprendre les changements que ce progiciel entraînera dans le fonctionnement des différents départements et bureaux. Comme il est trop tôt pour déterminer précisément quelles seront les futures incidences d'Umoja, la possibilité de geler provisoirement des postes a été envisagée dans les prévisions formulées ci-après. Les détails de cette mesure sont fermes d'un point de vue financier, mais la répartition des postes concernés ne sera définie qu'en 2016-2017, lorsque les répercussions de la mise en service d'Umoja seront mieux connues. Le gel des postes n'aura toutefois aucun effet sur l'exécution du mandat.

Le présent projet de budget-programme prévoit des ressources aux fins de l'exécution des mandats nouveaux ou étendus qui ont été approuvés par l'Assemblée générale, et notamment pour la contribution du Secrétariat au système des coordonnateurs résidents, la deuxième phase du renforcement et de la revalorisation du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), les activités d'information à mener eu égard au principe de l'égalité des six langues officielles et compte tenu de la charge de travail dans chacune de ces langues, le renforcement de l'ensemble des organes conventionnels chargés des droits de l'homme et l'amélioration de leur fonctionnement, les travaux de rénovation de l'Africa Hall et les projets de mise aux normes parasismiques et de remplacement entrepris au siège de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), l'appui à la Conférence des Nations Unies sur le logement et le

développement urbain durable (Habitat III), qui doit se tenir à Quito en 2016, et les dépenses relatives à la Cour internationale de Justice.

L'année 2015 marquera un tournant dans le domaine du développement durable. En juillet, les États Membres se réuniront à Addis-Abeba pour signer un nouvel accord dans le cadre duquel ils s'engageront à prendre des mesures audacieuses en ce qui concerne le financement et les autres moyens de réalisation, l'obtention de résultats concrets et le partenariat mondial pour le développement durable. En septembre, les dirigeants du monde entier adopteront le programme de développement pour l'après-2015, document universel et véritablement novateur, ainsi que les objectifs de développement durable. Enfin, en décembre, les gouvernements se réuniront à Paris en vue de définir une nouvelle approche à l'égard des changements climatiques et de conclure dans ce domaine un accord universel de portée pratique qui entraînera de véritables changements.

Ces accords donneront aux États Membres l'occasion sans précédent d'élaborer un nouveau pacte mondial pour le développement promouvant la croissance économique, la transformation structurelle, la préservation de l'environnement et la protection sociale. L'Organisation devra faire preuve de la souplesse nécessaire pour aider les États Membres dans cette ambitieuse entreprise. En effet, le nouveau programme de travail devra être exécuté dans un monde complexe évoluant rapidement. Les décisions issues des rencontres susmentionnées auront une incidence sur les prévisions formulées ci-après.

Cette année, l'Organisation fêtera ses soixante-dix ans. Cet anniversaire, qui viendra nous rappeler à quel point il importe de défendre et de promouvoir sans relâche les principes consacrés dans la Charte des Nations Unies, marquera le début d'une ère nouvelle dans le domaine du développement. Bien que mes propositions soient le fruit d'un rigoureux travail d'évaluation des besoins de l'Organisation pour les deux prochaines années, il reste encore beaucoup à faire. Nous allons continuer d'examiner les moyens d'améliorer nos méthodes de travail et nous déterminerons les mesures qu'il y a lieu de prendre pour renforcer l'Organisation, l'adapter au monde d'aujourd'hui et lui donner les moyens de mieux s'acquitter de ses mandats.

La capacité de l'Organisation de s'adapter à l'évolution du paysage mondial dépendra largement des mesures que prendra l'Assemblée générale, et je compte que le présent projet de budget-programme donnera aux États Membres une assise solide sur laquelle ils pourront s'appuyer pour délibérer et décider de ce que seront les buts, le plan d'action et le rôle de l'Organisation pendant l'exercice biennal 2016-2017. J'invite donc l'Assemblée générale à examiner les propositions qui suivent.

(Signé) **BAN** Ki-moon

Introduction

1. Le présent projet de budget-programme a été établi sur la base du plan-programme biennal approuvé pour 2016-2017 et des priorités définies pour cette période dans les résolutions 69/17 et 69/264 de l'Assemblée générale. Son montant s'élève à 5 568,6 millions (avant actualisation des coûts), ce qui représente une réduction nette de 90,8 millions de dollars (1,6 %) par rapport au montant approuvé pour l'exercice biennal 2014-2015, qui s'élevait à 5 659,4 millions, y compris les crédits supplémentaires ouverts par l'Assemblée à la première partie de la reprise de sa soixante-neuvième session (section VI de la résolution 69/274).

A. Priorités du projet de budget-programme

2. Les priorités définies pour 2016-2017 sont les suivantes : a) promotion d'une croissance économique soutenue et d'un développement durable, conformément aux résolutions de l'Assemblée générale et aux décisions issues des récentes conférences des Nations Unies; b) maintien de la paix et de la sécurité internationales; c) développement de l'Afrique; d) promotion des droits de l'homme; f) coordination efficace des opérations d'assistance humanitaire; f) promotion de la justice et du droit international; g) désarmement; h) contrôle des drogues, prévention du crime et lutte contre le terrorisme international sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations. Le tableau 4 ci-après donne la répartition des variations des ressources, par priorité.

Tableau 1

Parties et chapitres du budget, par priorité

Priorité	Titre et chapitre du budget	Variation		
		En milliers de dollars É-U	Pourcentage	Création/ Suppression de postes
Promotion d'une croissance économique soutenue et d'un développement durable, conformément aux résolutions de l'Assemblée générale et aux décisions issues des récentes conférences des Nations Unies	Titre IV (Coopération internationale pour le développement), chapitres 9, 10, 12, 13, 14, 15 et 17 Titre V (Coopération régionale pour le développement), chapitres 19 à 23 Titre XIII (Compte pour le développement), chapitre 35	7 583,2	0,9	33
Maintien de la paix et de la sécurité internationales	Titre II (Affaires politiques), chapitres 3,5 et 6	7 134,8	0,5	(13)
Développement de l'Afrique	Titre IV (Coopération internationale pour le développement) et titre V (Coopération régionale pour le développement), chapitres 11 et 18	(2 003,9)	(1,2)	–
Promotion des droits de l'homme	Titre VI (Droits de l'homme et affaires humanitaires), chapitre 24	(10 418,5)	(5,0)	–
Coordination efficace des opérations d'assistance humanitaire	Titre VI (Droits de l'homme et affaires humanitaires), chapitres 25 à 27	(4 194,9)	(2,3)	(1)
Promotion de la justice et du droit international	Titre III (Justice internationale et droit international), chapitres 7 et 8	2 668,5	2,7	–

Priorité	Titre et chapitre du budget	Variation		Création/ Suppression de postes
		En milliers de dollars É-U	Pourcentage	
Désarmement	Titre II (Affaires politiques), chapitre 4	(806,9)	(3,2)	–
Contrôle des drogues, prévention du crime et lutte contre le terrorisme international sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations	Titre IV (Coopération internationale pour le développement), chapitre 16	(789,9)	(1,8)	(1)

B. Méthode de travail

- La méthode employée pour calculer les montants à inscrire au projet de budget-programme s'appuie sur les principes énoncés dans la résolution 47/212 de l'Assemblée générale, le Règlement financier et les règles de gestion financière de l'Organisation et le Règlement et les règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation. Suivant cette méthode, les prévisions sont établies à partir des montants révisés des crédits ouverts pour l'exercice biennal en cours, qui ont servi de référence pour le calcul des variations.
- Conformément à la résolution 69/264 de l'Assemblée générale, le montant proposé dans le projet de budget-programme a fait l'objet d'une actualisation préliminaire des coûts effectuée selon la méthode en vigueur. Il sera ensuite ajusté compte tenu du rapport sur les prévisions révisées, les incidences sur le budget-programme et les effets des fluctuations monétaires et de l'inflation qui sera soumis à l'examen de l'Assemblée en décembre 2015. Ce rapport donnera les taux actualisés, y compris les taux de change à terme et les prévisions d'inflation, conformément à la demande formulée par l'Assemblée à la section IX de sa résolution 69/274. La section F du présent document des informations détaillées sur l'actualisation des coûts.

C. Présentation

Cadre logique

- Les textes explicatifs figurant dans les fascicules du budget-programme renvoient à la vue d'ensemble et aux éléments du cadre logique, à savoir les objectifs de l'Organisation, les réalisations escomptées du Secrétariat et les indicateurs de succès, approuvés par l'Assemblée générale dans sa résolution 69/17 et repris dans le plan-programme biennal et priorités pour la période 2016-2017 ([A/69/6/Rev.1](#)).
- Les modifications de la vue d'ensemble et du cadre logique qui découlent des mandats nouveaux ou modifiés approuvés par l'Assemblée générale après l'adoption du plan-programme biennal seront soumises pour examen au Comité du programme et de la coordination à sa cinquante-cinquième session. Elles portent sur les chapitres 10 (Pays les moins avancés, pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement), 22 (Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale), 29C (Bureau de la gestion des ressources humaines), 29D (Bureau des services centraux d'appui) et 29E (Bureau de l'informatique et des communications).

7. Chaque chapitre du budget contient, comme auparavant, les renseignements suivants au sujet des programmes concernés :
 - Objectifs de l'Organisation
 - Réalisations escomptées du Secrétariat
 - Indicateurs de succès

Mesure des résultats (niveaux de référence et objectifs)

2012-2013

Estimation (2014-2015)

Objectif (2016-2017)

 - Facteurs externes
 - Produits
8. La présentation du cadre logique actuel a fait l'objet d'une analyse visant à faciliter l'examen et la compréhension dudit cadre par les comités chargés de se prononcer à son sujet. Il est apparu que cette présentation pouvait être améliorée, en particulier en ce qui concerne les produits prévus et la mesure des résultats correspondant aux indicateurs définis.
9. La présentation de la mesure des résultats a déjà été modifiée dans les fascicules du budget-programme de l'exercice biennal 2016-2017. Celle des produits sera modifiée dans le projet de budget-programme pour 2018-2019, sous réserve de l'approbation de l'Assemblée générale.
10. La nouvelle présentation des informations de mesure des résultats (voir figure I) donne un meilleur aperçu de l'évolution des objectifs, des estimations et des résultats effectifs depuis l'exercice 2012-2013. Les données fournies ne sont pas nouvelles, mais le fait de les regrouper dans le même document facilite leur consultation aux fins de l'examen et de l'approbation du projet de budget. Outre les chiffres habituels (objectif du nouvel exercice, estimation de l'exercice en cours et résultats effectifs de l'exercice antérieur), les États Membres se voient présenter ceux correspondant à l'objectif de l'exercice en cours et à l'objectif et l'estimation de l'exercice antérieur.
11. L'objectif est de faciliter la prise de décisions et l'examen des résultats en permettant aux États Membres de comparer les données pertinentes dans un même document, ce qui leur évite de devoir consulter les fascicules des exercices biennaux précédents.
12. Il est proposé de les présenter les informations relatives aux produits en deux colonnes, l'une consacrée à la description du produit et l'autre à la quantité (voir figure II). Cela doit permettre non seulement de faciliter la consultation de la liste des produits, mais aussi de simplifier la procédure interne de définition et d'examen des produits prévus, de présenter les produits relevant de différents chapitres de manière plus cohérente et de réduire les double emplois grâce à des descriptions plus précises et plus claires. La nouvelle présentation des produits, telle qu'elle s'applique à différents chapitres du budget, est exposée au tableau 18 de l'annexe au présent rapport. Au paragraphe 62, l'Assemblée générale est priée de l'approuver.

Figure I
Regroupement des informations de mesure des résultats dans un seul document

Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2016-2017	
Réalisations escomptées du Secrétariat	Indicateurs de succès
a) Gestion efficace du programme de travail	a) Meilleure gestion et fourniture en temps utile des produits et services <i>(Pourcentage de personnes interrogées estimant que le Département de la gestion fait preuve de ponctualité dans la prestation des services)</i> <i>Mesure des résultats</i> Résultats effectifs (2012-2013) : 50 Estimation (2014-2015) : 53 Objectif (2016-2017) : 55

Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2014-2015	
Réalisations escomptées du Secrétariat	Indicateurs de succès
a) Gestion efficace du programme de travail	a) Meilleure gestion et fourniture en temps utile des produits et services <i>(Pourcentage de personnes interrogées estimant que le Département de la gestion fait preuve de ponctualité dans la prestation des services)</i> <i>Mesure des résultats</i> Résultats effectifs (2010-2011) : 26 Estimation (2012-2013) : 28 Objectif (2014-2015) : 30

Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2012-2013	
Réalisations escomptées du Secrétariat	Indicateurs de succès
a) Gestion efficace du programme de travail	a) Meilleure gestion et fourniture en temps utile des produits et services <i>(Pourcentage de personnes interrogées estimant que le Département de la gestion fait preuve de ponctualité dans la prestation des services)</i> <i>Mesure des résultats</i> Résultats effectifs (2008-2009) : 38 Estimation (2010-2011) : 55 Objectif (2012-2013) : 55

Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2016-2017				
Réalisations escomptées du Secrétariat	Indicateurs de succès	Mesure des résultats		
		2016-2017	2014-2015	2012-2013
a) Gestion efficace du programme de travail	Meilleure gestion et fourniture en temps utile des produits et services <i>(Pourcentage de personnes interrogées estimant que le Département de la gestion fait preuve de ponctualité dans la prestation des services)</i>	Objectif Estimation Résultats effectifs	55 30 53	55 28 50

Figure II

Tableau comparatif de la présentation actuelle et de la future présentation des produits

Présentation actuelle (projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2016-2017)	Présentation proposée (projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2018-2019)
Les produits de l'exercice seront les suivants : a) Service d'organes intergouvernementaux et d'organes d'experts (ressources extrabudgétaires) : i) Assemblée générale : documentation à l'intention des organes délibérants : rapports du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (2); rapports du Secrétaire général sur l'aide aux réfugiés, aux rapatriés et aux déplacés en Afrique (2); ii) Comité exécutif et Comité permanent : a. Services fonctionnels pour les réunions : préparation et service des réunions du Comité exécutif (2); préparation et service des réunions consultatives officieuses, des réunions d'information et des autres réunions intersessions du Comité exécutif (16); préparation et service des réunions du Comité permanent du Comité exécutif (6); b. Documentation destinée aux organes délibérants : notes annuelles sur la protection internationale (2); rapports du Comité exécutif du Programme du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (2); rapports du Comité permanent (2); b) Autres activités de fond (ressources extrabudgétaires) : i) Publications en série : Annuaire statistique, indiquant les chiffres et tendances concernant les populations qui relèvent du mandat du HCR dans le monde et présentant des solutions durables (2); ii) Publications isolées : études sur une série de thèmes prioritaires liés à la protection (10); iii) Ressources audiovisuelles : vidéos (produites en anglais, français, arabe et espagnol et durant généralement trois à quatre minutes) consacrées à divers sujets concernant les réfugiés et les autres personnes relevant de la compétence du Haut-Commissariat (100) c) Coopération technique (ressources extrabudgétaires) : Projets opérationnels : conception, exécution et suivi, en coopération avec divers partenaires de réalisation, de projets annuels destinés à promouvoir des conditions favorables à la protection (2); conception, exécution et suivi, en coopération avec divers partenaires de réalisation, de projets annuels destinés à promouvoir des solutions durables (2); conception, exécution et suivi, en coopération avec divers partenaires de réalisation, de projets annuels destinés à promouvoir des mécanismes de protection équitables (2); conception, exécution et suivi, en coopération avec divers partenaires de réalisation, de projets annuels axés sur la protection contre la violence et l'exploitation (2); conception, exécution et suivi, en coopération avec divers partenaires de réalisation, de projets annuels d'appui concernant les besoins élémentaires et les services essentiels (2); conception, exécution et suivi, en coopération avec divers partenaires de réalisation, de projets annuels favorisant la participation locale et l'autogestion (2); d) Services de conférence, administration et contrôle (budget ordinaire) : Services de traduction et d'édition : édition en langue anglaise de tous les documents du Comité exécutif et du Comité permanent (102); traduction en français de tous les documents du Comité permanent et de certains documents du Comité exécutif (80).	<i>Produits</i> <i>Quantité</i> a. Service d'organes intergouvernementaux et d'organes d'experts et communication d'informations à ces organes (ressources extrabudgétaires) i) Assemblée générale Documentation destinée aux organes délibérants : 1. Rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés 2 2. Rapports du Secrétaire général sur l'aide aux réfugiés, aux rapatriés et aux déplacés en Afrique 2 ii) Comité exécutif Services fonctionnels pour les réunions : 3. Séances plénières 2 4. Consultations, réunions d'information et autres réunions intersessions 16 5. Réunions du Comité permanent 6 Documentation destinée aux organes délibérants : 6. Note annuelle sur la protection internationale 2 7. Rapports du Comité exécutif du Programme du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés 2 8. Rapports du Comité permanent 8 b. Autres activités de fond (ressources extrabudgétaires) i) Publications en série : 9. Annuaire statistique 2 ii) Publications isolées : 10. Études sur une série de thèmes prioritaires liés à la protection 10 iii) Audiovisuel : 11. Production de vidéos de courte durée (trois à quatre minutes) sur les réfugiés et autres personnes relevant de la compétence du Haut-Commissariat (en anglais, français, arabe et espagnol) 100 c. Coopération technique (ressources extrabudgétaires) Projets opérationnels : conception, exécution et suivi, en coopération avec divers partenaires de réalisation, de projets annuels : 12. Promouvant des conditions propices à la protection 2 13. Promouvant des solutions viables à long terme 2 14. Promouvant des mécanismes de protection équitables 2 15. Axés sur la protection contre la violence et l'exploitation 2 16. Axés sur les besoins élémentaires et les services essentiels 2 17. Favorisant la participation locale et l'autogestion 2 d. Services de conférence (budget ordinaire) : 18. Édition en anglais de tous les documents du Comité exécutif et du Comité permanent 102 19. Traduction en français de tous les documents du Comité permanent et de certains documents du Comité exécutif 80

Information financière

13. L'information financière est constituée, entre autres, d'un récapitulatif détaillé des variations entre l'exercice considéré et l'exercice en cours. Sont ainsi indiqués dans le projet de budget-programme :
- Les dépenses de 2012-2013
 - Les crédits ouverts pour 2014-2015 (voir les résolutions 69/263 A à C et la section VI de la résolution 69/274 de l'Assemblée générale)
 - Les variations des ressources demandées, réparties entre les quatre catégories suivantes :
 - Ajustements techniques (effet-report des postes créés en 2015 et élimination de dépenses non renouvelables)
 - Nouveaux mandats et transferts entre les composantes (correspond aux ressources proposées à l'appui des nouveaux mandats et aux transferts de postes au sein d'un même chapitre et d'un chapitre à un autre)
 - Nouvelles réductions découlant de la résolution 69/264 de l'Assemblée générale (réduction proposée de 16,8 millions de dollars)
 - Gains d'efficacité découlant la résolution 69/264 de l'Assemblée générale (réduction proposée de 30 millions de dollars)
 - Le montant total des ressources demandées pour 2016-2017 (avant actualisation des coûts)
 - Les coûts actualisés aux taux préliminaires de 2016-2017
 - Le montant total des prévisions pour 2016-2017
14. Le projet de budget-programme donne également le montant estimatif des ressources provenant des quotes-parts hors budget ordinaire et des ressources extrabudgétaires.

D. Vue d'ensemble des ressources

15. L'enveloppe budgétaire proposée pour l'exercice biennal 2016-2017 s'élève à 5 568,6 millions de dollars avant actualisation des coûts, soit un montant légèrement supérieur à celui prévu dans l'esquisse budgétaire approuvée (5 558,4 millions de dollars). Cette augmentation de 10,2 millions de dollars (0,2 %) s'explique essentiellement par : a) la budgétisation des dépenses afférentes à Umoja (y compris les dépenses d'exploitation et de maintenance et celles liées aux services d'appui), conformément à la section VI de la résolution 69/274 de l'Assemblée générale (14,4 millions de dollars); b) la budgétisation de dépenses imprévues liées au renforcement de la Cour internationale de Justice, conformément à l'article 2.14 du Règlement financier et des règles de gestion financière (1,1 million de dollars); c) l'élimination des dépenses relatives au Fonds de partenariat (1,1 million de dollars), au renforcement de la gestion des biens au Secrétariat (2,5 millions de dollars) et à la réforme des modalités de fonctionnement du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (1,3 million de dollars). Le projet de budget prévoit une réduction nette de 90,8 millions de dollars (1,6 %) par rapport au crédit ouvert pour l'exercice biennal 2014-2015 (5 659,4 millions de dollars).
16. Le montant des recettes prévues pour l'exercice biennal 2016-2017 est estimé à 555,6 millions de dollars, contre 535,2 millions de dollars pour 2014-2015, ce qui représente une augmentation de 20,4 millions de dollars.

17. Un crédit de 1 124,4 million de dollars a par ailleurs été inscrit au chapitre 3 au titre des missions politiques spéciales. Des propositions détaillées relatives au financement de ces missions en 2016 seront soumises à l'examen de l'Assemblée générale au dernier trimestre de 2015. Comme il est d'usage, toute demande de ressources supplémentaires sera présentée conformément à la procédure arrêtée par l'Assemblée dans sa résolution 41/213.
18. Les réductions proposées, dont le montant net s'élève à 90,8 millions de dollars, ne compromettent pas la bonne exécution des mandats. Il est notamment prévu de geler certains postes, ainsi qu'il est expliqué dans le détail à la section E. Les réductions proposées au titre des objets de dépense autres que les postes, notamment les frais de voyages, correspondent à la baisse des dépenses relatives aux voyages qui devrait résulter de l'application des règles approuvées pour les voyages en avion, ainsi qu'à d'autres gains d'efficacité que les départements et bureaux prévoient de réaliser en 2016-2017.
19. Parallèlement au projet de budget-programme et compte tenu des processus de définition de programmes en cours en 2015, l'Assemblée générale examinera plusieurs questions en évolution, parmi lesquelles le programme de développement pour l'après-2015 et les objectifs de développement durable, le mécanisme de financement du développement, l'accord sur le climat et les points qui seront abordés par les grandes commissions au cours des délibérations qu'elles tiendront pendant sa soixante-dixième session. Toute proposition relative à l'une de ces questions sera présentée à l'Assemblée dans un rapport distinct et aura une incidence sur le montant du projet de budget-programme.
20. Le tableau 2 indique la répartition des ressources (y compris le détail des variations) par titre du budget par rapport aux crédits ouverts pour 2014 -2015.

Tableau 2 **Variation, par titre du budget**

(En milliers de dollars des États-Unis)

		Variation									
		Ajustements techniques (élimination de dépenses non renouvelables et effet-report de postes créés au cours de l'exercice antérieur)	Nouveaux mandats et transferts entre les composantes	Nouvelles réductions découlant de la résolution 69/264 de l'Assemblée générale	Gains d'efficacité découlant de la résolution 69/264 de l'Assemblée générale			Total avant actualisation des coûts	Actualisation des coûts	2016-2017 (montant prévu)	
2014-2015 (crédits ouverts)						Total	Pourcentage				
I. Politiques, direction et coordination d'ensemble	792 739,5	(26 296,9)	983,7	(3 446,9)	(191,8)	(28 951,9)	(3,7)	763 787,6	13 109,9	776 897,5	
II. Affaires politiques	1 379 155,2	13 034,3	1 162,1	(1 561,0)	(6 307,5)	6 327,9	0,5	1 385 483,1	7 971,3	1 393 454,4	
III. Justice internationale et droit international	99 390,0	(105,1)	3 093,2	(284,4)	(35,2)	2 668,5	2,7	102 058,5	1 534,8	103 593,3	
IV. Coopération internationale pour le développement	496 684,5	(9 203,5)	26 245,4	(2 351,4)	(871,6)	13 818,9	2,8	510 503,4	7 227,1	517 730,5	
V. Coopération régionale pour le développement	569 916,2	(3 135,7)	966,2	(3 036,4)	(3 823,6)	(9 029,5)	(1,6)	560 886,7	25 143,5	586 030,2	
VI. Droits de l'homme et affaires humanitaires	389 791,2	(17 847,9)	5 402,9	(1 640,5)	(527,9)	(14 613,4)	(3,7)	375 177,8	1 601,6	376 779,4	
VII. Information	190 079,9	(224,5)	11 024,8	(886,2)	(243,8)	9 670,3	5,1	199 750,2	6 710,2	206 460,4	
VIII. Services communs d'appui	666 046,0	(43 207,7)	19 290,3	(186,2)	(14 575,2)	(38 678,8)	(5,8)	627 367,2	21 956,5	649 323,7	

Introduction

		Variation										
		Ajustements techniques (élimination de dépenses non renouvelables et effet-report de postes créés au cours de l'exercice antérieur)		Nouveaux mandats et transferts entre les composantes		Nouvelles réductions découlant de la résolution 69/264 de l'Assemblée générale		Gains d'efficacité découlant de la résolution 69/264 de l'Assemblée générale				
2014-2015 (crédits ouverts)								Total	Pourcentage	Total avant actualisation des coûts	Actualisation des coûts	2016-2017 (montant prévu)
IX.	Contrôle interne	40 632,1	(565,3)	1 800,0	(319,0)	(65,2)	850,5	2,1		41 482,6	1 037,4	42 520,0
X.	Activités administratives financées en commun et dépenses spéciales	155 071,6	478,4	—	—	—	478,4	0,3		155 550,0	9 784,8	165 334,8
XI.	Dépenses d'équipement	109 864,5	(52 012,1)	21 748,0	(281,8)	—	(30 545,9)	(27,8)		79 318,6	5 704,7	85 023,3
XII.	Sûreté et sécurité	243 751,2	407,4	139,5	(1 263,6)	(273,2)	(989,9)	(0,4)		242 761,3	10 642,2	253 403,5
XIII.	Compte pour le développement	28 398,8	—	—	—	—	—	—		28 398,8	—	28 398,8
XIV.	Contributions du personnel	497 840,8	746,4	2 110,4	(1 542,6)	(3 085,0)	(1 770,8)	(0,4)		496 070,0	12 488,4	508 558,4
Total		5 659 361,5	(137 932,2)	93 966,5	(16 800,0)	(30 000,0)	(90 765,7)	(1,6)		5 568 595,8	124 912,4	5 693 508,2

Ajustements techniques

21. Le montant des ressources proposées tient compte de l'effet-report sur l'exercice 2016-2017 des postes créés en 2015, ainsi que des ajustements techniques effectués au titre des missions politiques spéciales et de l'élimination des dépenses non renouvelables approuvées pour l'exercice biennal 2014-2015. L'effet net de ces facteurs est une diminution d'un montant total de 137,9 millions de dollars.
22. Un montant de 9,5 millions de dollars a été prévu pour : tenir compte de l'effet-report des 68 postes créés en 2015 afin de renforcer l'ensemble des organes conventionnels droits de l'homme et d'en améliorer le fonctionnement, comme suite à la résolution 68/268 de l'Assemblée générale (38 postes); célébrer la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine, lancée par l'Assemblée dans sa résolution 69/16 (3 postes); promouvoir l'application des résolutions du Conseil des droits de l'homme approuvées par l'Assemblée à la section VIII de sa résolution 62/262 (9 postes); appuyer les activités nécessaires pour assurer la sécurité des nouveaux locaux à usage de bureaux dans lesquels la Commission économique pour l'Afrique a emménagé à Addis-Abeba, conformément à la résolution 69/262 de l'Assemblée (18 postes).
23. Un crédit d'un montant de 14,5 millions de dollars a été ajouté au budget des missions politiques spéciales, qui s'élève pour 2016-2017 à 1 130,4 millions de dollars (contre 1 115,9 millions de dollars en 2014-2015), conformément à la décision prise par l'Assemblée générale dans sa résolution 69/264.
24. La non-reconduction des dépenses non renouvelables approuvées pour 2014-2015 entraînera une diminution de dépenses de 161,9 millions de dollars. Il s'agit principalement: a) des dépenses non renouvelables approuvées au titre des services de conférence dans divers états des incidences sur le budget-programme relevant du chapitre 2 (22,2 millions de dollars); b) des dépenses non renouvelables correspondant à la part des coûts afférents au progiciel de gestion intégrée imputable au budget ordinaire (41,5 millions de dollars); c) des crédits ponctuels alloués pour les activités

menées au titre des travaux de construction relatifs au Plan stratégique patrimonial, à la rénovation de l’Africa Hall et à la mise en œuvre de mesures d’atténuation des risques visant à renforcer la sécurité du personnel de la Commission économique et sociale pour l’Asie occidentale (CESAP) (52,0 millions de dollars); des dépenses non renouvelables relatives aux décisions du Conseil des droits de l’homme (14,3 millions de dollars); des dépenses non renouvelables relatives aux trois juges ad litem du Tribunal du contentieux administratif et à leurs collaborateurs et du crédit ponctuel prévu au titre de l’évaluation indépendante provisoire du système d’administration de la justice (4 millions de dollars); des crédits ponctuels alloués au titre de l’appui à diverses conférences, dont la Conférence des Nations sur le développement durable, la troisième Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement, la Conférence Habitat III et le treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale (10,8 millions de dollars); des dépenses non renouvelables afférentes au mécanisme de surveillance de l’acheminement de l’aide humanitaire en République arabe syrienne (3,6 millions de dollars).

Nouveaux mandats et transferts entre les composantes

25. Le projet de budget-programme prévoit des ressources au titre des mandats nouveaux ou étendus approuvés par l’Assemblée générale à la partie principale et aux reprises de sa soixante-neuvième session, des dépenses imprévues liées au renforcement de la Cour internationale de Justice proposées conformément à l’article 2.14 du Règlement financier et des règles de gestion financière, qui entraîneront une augmentation d’un montant net de 94,0 millions de dollars, et des transferts de ressources entre composantes au sein d’un même chapitre et d’un chapitre à un autre, lesquels n’auront aucune incidence financière.
26. L’augmentation nette de 94,0 millions de dollars s’explique principalement par : a) la contribution du Secrétariat au système des coordonnateurs résidents (13 millions de dollars), due au titre de la section VI de la résolution 69/262 de l’Assemblée générale; b) les prévisions relatives à la deuxième phase du renforcement et de la revalorisation du PNUE, prévus au paragraphe 4 de la résolution 67/213 et dans la résolution 68/246 de l’Assemblée (11,0 millions de dollars); c) les propositions visant à mener des activités d’information eu égard au principe de l’égalité des six langues officielles tout en respectant la charge de travail dans chacune de ces langues officielles, comme l’Assemblée l’a demandé dans ses résolutions 69/96 B et 69/17 (11,0 millions de dollars); d) les propositions visant à renforcer l’ensemble des organes conventionnels des droits de l’homme, à améliorer leur fonctionnement et à promouvoir l’application des décisions du Conseil des droits de l’homme approuvées par l’Assemblée dans ses résolutions 68/268, 68/247 (section XII), 69/262 (section VIII) et 69/17 (5,4 millions de dollars); e) la part imputable au budget ordinaire des coûts liés au projet Umoja pour 2016-2017, y compris les coûts associés au fonctionnement, au maintien en état et à l’appui d’Umoja prévus par le Secrétaire général dans son sixième rapport d’étape sur le progiciel de gestion intégré ([A/69/385](#) et Corr. 1) et approuvés par l’Assemblée à la section VI de sa résolution 69/274 (14,4 millions de dollars); f) les crédits nécessaires à l’appui de la stratégie informatique et communications révisée, approuvée par l’Assemblée à la section II de sa résolution 69/262 (3,0 millions de dollars); g) un crédit de 21,7 millions de dollars au titre des travaux de rénovation de l’Africa Hall et du projet de remplacement et de mise aux normes parasismiques entrepris au siège de la CESAP, prévus dans les résolutions 69/262 et 69/274 de l’Assemblée; h) le crédit destiné à financer la reconduction des trois postes de juge ad litem du Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies et des postes de leurs collaborateurs en 2016 (1,7 million de dollars); i) le crédit destiné à organiser des cours de droit international dans les régions de l’Afrique, de l’Asie et du Pacifique et de l’Amérique latine et des Caraïbes, ainsi qu’à appuyer les travaux de la Conférence d’examen et l’établissement du rapport sur la pêche de fond, comme suite aux résolutions 69/117 et 69/109 de l’Assemblée (1,8 million de dollars); le crédit destiné à appuyer la Conférence des Nations Unies

sur le logement et le développement urbain durable, qui doit se tenir à Quito en 2016 (1,4 million de dollars); le crédit prévu au titre de la Cour internationale de Justice (1,2 million de dollars); le crédit destiné au transfert des postes d'auditeur des missions des Nations Unies en Afghanistan et en Iraq au Bureau des services de contrôle interne (1,8 million de dollars).

Nouvelles réductions découlant de la résolution 69/264 de l'Assemblée générale

27. Le projet de budget-programme prévoit une diminution nette d'un montant de 16,8 millions de dollars correspondant à de nouvelles réductions découlant de la résolution 69/264 de l'Assemblée générale, dont une diminution de 1,8 million de dollars au titre des chapitres pertinents, qui s'explique par le transfert des postes d'auditeur résident des missions des Nations Unies en Iraq et en Afghanistan au Bureau des services de contrôle interne, mentionné au paragraphe 26.
28. Les réductions proposées concernent principalement les composantes programmatiques des départements concernés et les frais de voyage du personnel, tous chapitres confondus.
29. La réduction de 9,4 millions de dollars prévue au titre des postes (contributions du personnel comprises) s'explique par la suppression de 16 postes (4,3 millions de dollars), le déclassement d'un poste de la classe P-5 à la classe P-4 (66 100 dollars) et le gel des recrutements à des postes permanents correspondant à 490 mois de travail, soit 20,4 postes pour les 24 mois de l'exercice (5,1 millions de dollars).
30. La réduction de 7,4 millions de dollars prévue au titre des objets de dépense autres que les postes correspond principalement aux nouveaux gains d'efficacité attendus en 2016-2017, y compris la diminution globale de 10 % (4,4 millions de dollars) des dépenses relatives aux frais de voyage du personnel qui devrait résulter de l'application des règles approuvées pour les voyages en avion.

Gains d'efficacité découlant de la résolution 69/264 de l'Assemblée générale

31. Le projet de budget-programme prévoit une réduction nette de 30,0 millions de dollars devant découler des gains d'efficacité attendus au titre des composantes d'appui aux programmes relevant de chaque chapitre (7,5 millions de dollars), de l'ensemble des chapitres du titre VIII (Services communs d'appui) (16,5 millions de dollars) et des missions politiques spéciales (6,0 millions de dollars).
32. La réduction de 17,6 millions de dollars prévue au titre des postes (contributions du personnel comprise) s'explique par la suppression de 22 postes (6,9 millions de dollars), le reclassement d'un poste P-3 à la classe P-4 (70 100 dollars) et le gel des recrutements à des postes permanents correspondant à 1 144 mois de travail, soit 47,7 postes pour les 24 mois de l'exercice (10,7 millions de dollars).
33. La réduction de 12,4 millions de dollars proposée au titre des objets de dépense autres que les postes tient aux nouveaux gains d'efficacité attendus en 2016-2017.

Évolution des variations

34. Le montant des ressources proposées représente une réduction de 1,6 % (90,8 millions de dollars) par rapport aux crédits ouverts pour l'exercice biennal 2014-2015 (5 659,4 millions de dollars). Toutefois, après une actualisation préliminaire des coûts, il s'élève à 5 693,5 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de 0,6 % par rapport aux crédits ouverts pour l'exercice biennal 2014-2015.

Tableau 3 **Ressources nécessaires, par rapport aux exercices biennaux précédents**

(En millions de dollars des États-Unis)

Dépenses de 2012-2013	5 524,8
Montant des crédits ouverts pour 2014 -2015 (y compris les crédits ouverts par l'Assemblée générale à la partie principale et à la première partie de la reprise de sa soixante-neuvième session)	5 659,4
Décision de l'Assemblée générale sur l'esquisse budgétaire pour 2016-2017	5 558,4
Ressources demandées pour 2016-2017 (avant actualisation des coûts)	5 568,6
Ressources demandées pour 2016-2017 (après actualisation préliminaire aux taux de 2016-2017)	5 693,5

35. La figure III et les tableaux 4 et 5 montrent l'évolution, au cours des 10 dernières années, des dépenses afférentes aux postes eu égard au nombre de postes (figure III), ainsi que la répartition, en pourcentage et par objet de dépense, du montant total des ressources (tableau 4) et du montant prévu pour des dépenses autres que le coût des postes (tableau 5), sur la base des crédits ouverts en 2014-2014 et des crédits demandés pour 2016-2017.

Figure III

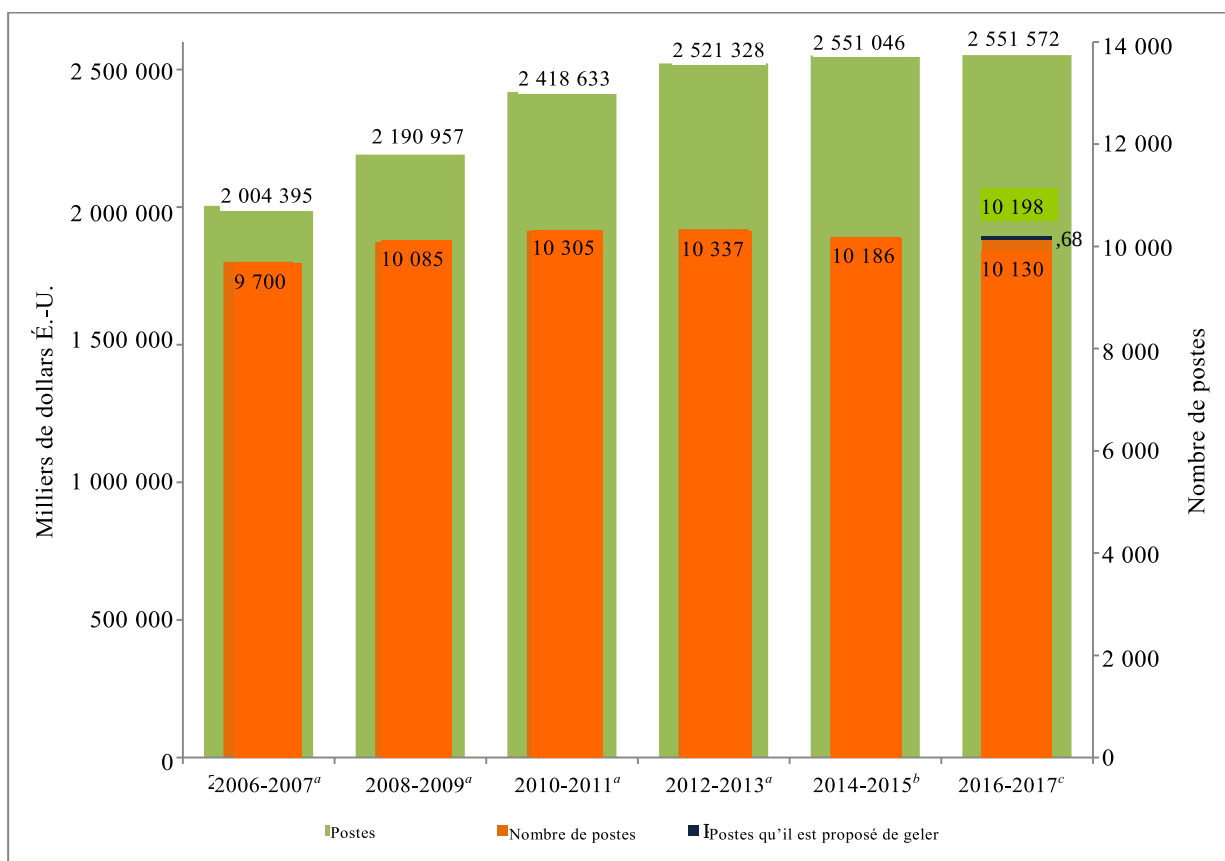
Répartition des dépenses liées aux postes et nombre de postes, de 2006-2007 à 2016-2017^a Dépenses.^b Crédits ouverts.^c Estimations avant actualisation des coûts.

Tableau 4 **Répartition des ressources par objet de dépense (en pourcentage), de 2006-2007 à 2016-2017 (hors missions politiques spéciales)**

<i>Objet de dépense</i>	<i>2006-2007^a</i>	<i>2008-2009^a</i>	<i>2010-2011^a</i>	<i>2012-2013^a</i>	<i>2014-2015^b</i>	<i>2016-2017^c</i>
Postes (y compris les contributions du personnel)	69,5	68,8	70,4	69,6	67,2	68,6
Autres dépenses de personnel	7,0	7,2	6,7	6,8	7,9	7,1
Émoluments de non-fonctionnaires	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5
Consultants	0,5	0,4	0,4	0,4	0,5	0,5
Experts	0,3	0,3	0,2	0,3	0,4	0,4
Voyages des représentants	0,7	0,8	0,8	0,9	1,1	1,0
Voyages du personnel	1,2	1,2	1,2	1,1	1,1	1,0
Services contractuels	3,4	3,0	3,2	3,2	4,2	3,8
Frais généraux de fonctionnement	6,7	6,5	5,9	5,6	5,8	5,9
Dépenses de représentation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fournitures et accessoires	0,8	0,8	0,6	0,5	0,7	0,6
Mobilier et matériel	1,3	1,2	1,0	1,0	0,8	0,8
Aménagement des locaux	2,6	1,6	1,6	1,6	1,5	1,5
Subventions et contributions	5,5	7,7	7,6	8,3	8,4	8,3
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

^a Sur la base des dépenses.^b Sur la base des crédits ouverts pour 2014-2015.^c Sur la base des estimations réalisées avant actualisation des coûts.Tableau 5 **Répartition des dépenses autres que le coût des postes (en pourcentage), de 2006-2007 à 2016-2017**

<i>Objet de dépense</i>	<i>2006-2007^a</i>	<i>2008-2009^a</i>	<i>2010-2011^a</i>	<i>2012-2013^a</i>	<i>2014-2015^b</i>	<i>2016-2017^c</i>
Postes (y compris les contributions du personnel)	23,0	23,3	22,6	22,5	24,1	22,7
Autres dépenses de personnel	1,2	1,3	1,5	1,4	1,4	1,5
Émoluments de non-fonctionnaires	1,6	1,4	1,3	1,4	1,7	1,6
Consultants	0,9	0,8	0,8	1,1	1,2	1,2
Experts	2,4	2,6	2,8	2,9	3,2	3,3
Voyages des représentants	4,0	4,0	3,9	3,7	3,4	3,1
Voyages du personnel	11,2	9,7	10,8	10,6	12,7	12,0
Services contractuels	22,1	20,9	19,9	18,5	17,5	18,9
Frais généraux de fonctionnement	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Dépenses de représentation	2,7	2,5	2,0	1,8	2,1	2,0
Fournitures et accessoires	4,4	3,8	3,2	3,4	2,5	2,6
Mobilier et matériel	8,4	5,0	5,3	5,4	4,5	4,8

Objet de dépense	2006-2007 ^a	2008-2009 ^a	2010-2011 ^a	2012-2013 ^a	2014-2015 ^b	2016-2017 ^c
Aménagement des locaux	17,9	24,6	25,8	27,3	25,6	26,3
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

^a Sur la base des dépenses.

^b Sur la base des crédits ouverts pour l'exercice 2014-2015.

^c Sur la base des estimations réalisées avant actualisation des coûts.

E. Tableau d'effectifs proposé

36. Pour l'exercice biennal, un effectif total de 10 198 postes est proposé au titre des chapitres des dépenses, ce qui représente une augmentation nette de 12 postes par rapport à l'exercice biennal 2014-2015. Les tableaux 6, 7 et 8 et la figure IV illustrent la variation nette du nombre de postes par classe, source et catégorie pour l'exercice biennal 2016-2017, comparé à 2014-2015. L'augmentation nette de 12 postes s'explique par la proposition de créer de 56 postes, transformer 38 postes et supprimer 82 postes (voir le tableau 6). Les changements qu'il est proposé d'apporter au tableau d'effectifs ne compromettent pas l'exécution intégrale et efficace des mandats.
37. L'augmentation nette de 50 postes, figurant au tableau 7 dans la catégorie « Nouveaux mandats et transferts entre les composantes », découle de la proposition de créer de 56 postes, transformer 38 postes et supprimer 44 postes. Sur les 56 créations de poste, 35 sont proposées en vue d'appuyer des mandats, nouveaux ou élargis, liés : a) aux activités d'information et à l'application du principe de l'égalité des six langues officielles demandée par l'Assemblée générale dans ses résolutions 69/96 B et 69/17 (29 postes); b) à l'appui de la stratégie informatique et communications révisée, approuvée par l'Assemblée à la section II de sa résolution 69/262 (5 postes); c) à l'appui de la mise en œuvre des Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement (Orientations de Samoa), en application de la résolution 69/15 de l'Assemblée (1 poste). Conformément aux résolutions 67/213 et 68/246 de l'Assemblée, il est proposé de transformer 37 postes imputés aux ressources extrabudgétaires, aux fins de la deuxième phase du renforcement et de la modernisation du PNUF. Quant aux transferts entre composantes, il est proposé de créer 22 postes, dont une transformation de poste imputé aux ressources extrabudgétaires. Le coût de la création de 22 postes et du reclassement de 20 postes est compensé par la suppression proposée de 44 postes. Pour la plupart, ces changements apportés au tableau des effectifs sont liés à une restructuration visant à améliorer l'exécution des mandats, comme expliqué dans les fascicules des chapitres 1, 2, 3, 5, 16, 18, 21, 22, 24 et 30 du budget. Le tableau 7 prévoit également la suppression de 38 postes dans le cadre des gains d'efficacité et des nouvelles réductions découlant de la résolution 69/264 de l'Assemblée générale.
38. Ces propositions tiennent compte du gel des postes, qui se définit par le fait qu'un poste demeure inoccupé et ne puisse être pourvu par un membre du personnel, nouveau ou déjà recruté, pendant toute la durée dudit gel. Le gel de postes est une mesure provisoire, reposant sur l'idée que l'intégration des nouveaux modes de travail découlant de l'introduction du progiciel de gestion intégré implique un changement radical de procédures dans l'Organisation. Or il faut attendre de mieux comprendre la façon dont le déploiement Umoja modifiera les modes de fonctionnement des différents départements et bureaux. Comme il est trop tôt pour déterminer précisément quels seront les effets de ce déploiement, les réductions proposées sont fermes d'un point de vue financier mais offrent la latitude de n'arrêter les tableaux des effectifs qui seront concernés par le gel des postes qu'en 2016-2017, lorsque les répercussions de la mise en service d'Umoja seront mieux connues.

39. Le gel des postes équivaut à 1 634 mois de travail (soit 68 postes pour les 24 mois de l'exercice). En conséquence, les 10 198 postes inscrits au tableau d'effectifs incluent les postes qu'il est proposé de geler, mais le coût financier de ces derniers (soit un montant de 15,8 millions de dollars) a été déduit des dépenses prévues au titre des postes. Les postes permanents qu'il est proposé de geler pour chaque chapitre sont indiqués au tableau 9.
40. Pendant l'application de cette mesure et sous réserve de l'approbation de l'Assemblée générale, le Secrétariat bloquera, au début de l'exercice biennal, tous les postes qu'il est proposé de geler, de sorte qu'ils ne pourront plus être pourvus. Les directeurs de programme auront la possibilité de modifier le tableau des effectifs à geler sous réserve que le coût du nouveau tableau n'excède pas le montant des crédits approuvés par l'Assemblée générale et ne compromette pas l'exécution efficace des mandats. Les postes qui seront effectivement gelés en 2016 figureront, à titre informatif, dans le premier rapport sur l'exécution du budget. Dans le second rapport qui sera publié en 2017, le Secrétariat informera l'Assemblée du tableau de l'ensemble des effectifs gelés pendant l'exercice biennal.

Tableau 6 Tableau d'effectifs proposé, par titre du budget et type de modifications

	Effectif approuvé 2014-2015	Modifications proposées					Effectif proposé 2016-2017
		Créations	Suppressions	Transfor- mations	Total	Pourcentage	
I. Politiques, direction et coordination d'ensemble	1 966	5	(21)	—	(16)	(0,8)	1 950
II. Affaires politiques	834	2	(15)	—	(13)	(1,6)	821
III. Justice internationale et droit international	264	—	—	—	—	—	264
IV. Coopération internationale pour le développement	1 291	1	(4)	38	35	2,7	1 326
V. Coopération régionale pour le développement	1 926	9	(12)	—	(3)	(0,2)	1 923
VI. Droits de l'homme et affaires humanitaires	628	3	(4)	—	(1)	(0,2)	627
VII. Information	734	29	—	—	29	4,0	763
VIII. Services communs d'appui	1 367	5	(22)	—	(17)	(1,2)	1 350
IX. Contrôle interne	118	2	(4)	—	(2)	(1,7)	116
XII. Sûreté et sécurité	1 058	—	—	—	—	—	1 058
Total	10 186	56	(82)	38	12	0,1	10 198

Tableau 7 Tableau d'effectifs proposé, par titre du budget et cause de la modification

	Effectif approuvé 2014-2015	Modifications proposées					Effectif proposé 2016-2017
		Ajustement technique (effet-report et dépenses non renou- velables)	Nouveaux mandats et transferts entre les composantes	Nouvelles réductions découlant de la résolution 69/264	Gains d'efficacité découlant de la résolution 69/264	Total	Pourcentage
I. Politiques, direction et coordination d'ensemble	1 966	—	(6)	(9)	(1)	(16)	(0,8)
II. Affaires politiques	834	—	(11)	(2)	—	(13)	(1,6)
III. Justice internationale et droit international	264	—	—	—	—	—	—
IV. Coopération internationale pour le développement	1 291	—	38	(3)	—	35	2,7
V. Coopération régionale pour le développement	1 926	—	(3)	—	—	(3)	(0,2)
VI. Droits de l'homme et affaires humanitaires	628	—	—	(1)	—	(1)	(0,2)
VII. Information	734	—	29	—	—	29	4,0
VIII. Services communs d'appui	1 367	—	3	—	(20)	(17)	(1,2)

Introduction

	Effectif approuvé 2014-2015	Modifications proposées						Effectif proposé 2016-2017
		Ajustement technique (effet-report et dépenses non renouvelables)	Nouveaux mandats et transferts entre les composantes	Nouvelles réductions découlant de la résolution 69/264	Gains d'efficacité découlant de la résolution 69/264	Total	Pourcentage	
IX. Contrôle interne	118	–	–	(1)	(1)	(2)	(1,7)	116
XII. Sûreté et sécurité	1 058	–	–	–	–	–	–	1 058
Total	10 186	–	50	(16)	(22)	12	0,1	10 198

Tableau 8 Tableau d'effectifs proposé, par titre du budget et classe des postes modifiés

	Effectif approuvé 2014-2015	Modifications proposées										Effectif proposé 2016-2017
		VSG/SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/1	G ^a	Total	
I. Politiques, direction et coordination d'ensemble	1 966	–	–	–	–	1	1	3	–	(21)	(16)	1 950
II. Affaires politiques	834	1	(1)	–	–	(1)	2	1	–	(15)	(13)	821
III. Justice internationale et droit international	264	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	264
IV. Coopération internationale pour le développement	1 291	–	–	1	–	(2)	22	9	1	4	35	1 326
V. Coopération régionale pour le développement	1 926	–	–	–	–	1	1	–	(1)	(4)	(3)	1 923
VI. Droits de l'homme et affaires humanitaires	628	–	–	–	6	(3)	4	(5)	–	(3)	(1)	627
VII. Information	734	–	–	–	–	–	–	9	4	16	29	763
VIII. Services communs d'appui	1 367	–	–	1	3	(3)	(2)	–	4	(20)	(17)	1 350
IX. Contrôle interne	118	–	–	–	–	–	–	(1)	–	(1)	(2)	116
XII. Sûreté et sécurité	1 058	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	1 058
Total	10 186	1	(1)	2	9	(7)	28	16	8	(44)	12	10 198

^a Agents des services généraux et des catégories apparentées.

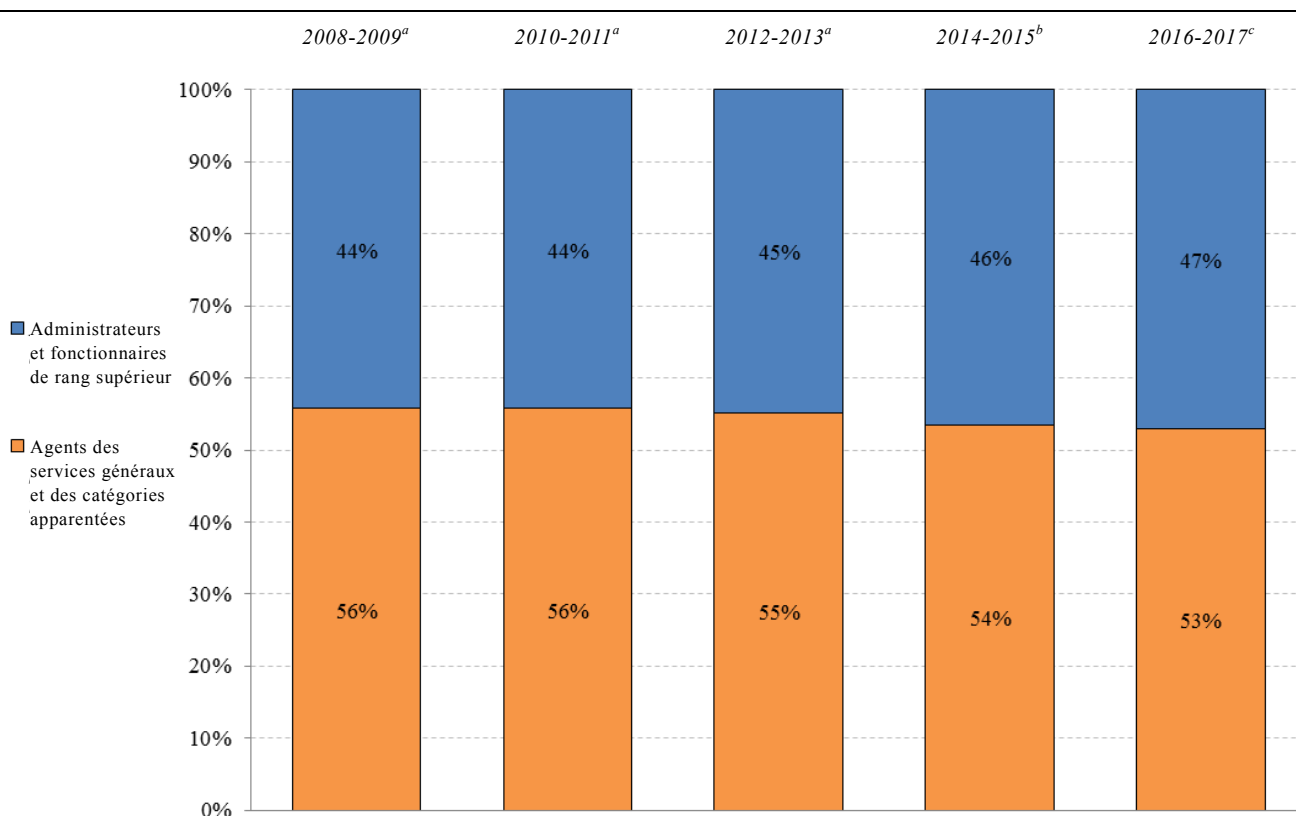
Tableau 9 Gel proposé du recrutement des postes permanents

Chapitre	En milliers de dollars des États-Unis (contribution du personnel comprise)	Nombre de mois de travail	Équivalent (nombre de postes)
3. Affaires politiques	(345,0)	31	1,3
4. Désarmement	(33,7)	5	0,2
5. Opérations de maintien de la paix	(134,1)	9	0,4
8. Affaires juridiques	(324,4)	48	2
9. Affaires économiques et sociales	(159,9)	24	1
12. Commerce et développement	(984,7)	89	3,7
14. Environnement	(231,2)	42	1,8
18. Développement économique et social en Afrique	(869,0)	84	3,5
19. Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique	(1 062,6)	192	8
20. Développement économique en Europe	(455,4)	40	1,7
21. Développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes	(971,0)	144	6
22. Développement économique et social en Asie occidentale	(570,5)	96	4
24. Droits de l'homme	(795,9)	72	3

Chapitre	En milliers de dollars des États-Unis (contribution du personnel comprise)	Nombre de mois de travail	Équivalent (nombre de postes)
28. Information	(905,6)	118	4,9
29B. Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité	(1 141,1)	151	6,3
29C. Bureau de la gestion des ressources humaines	(1 655,0)	177	7,4
29D. Bureau des services centraux d'appui	(576,9)	73	3
29E. Bureau de l'informatique et des communications	(624,1)	94	3,9
29H. Administration (Nairobi)	(647,2)	59	2,5
35. Sûreté et sécurité	(700,8)	86	3,6
036. Contributions du personnel	(2 616,0)		
Total	(15 804,1)	1 634	68,1

41. Si l'on compare les quatre derniers exercices biennaux, le pourcentage de postes d'administrateur a augmenté, au détriment de celui des postes d'agent des services généraux et des catégories apparentées. Comme dans les précédents projets de budget, le ratio entre les postes d'agent des services généraux et les postes d'administrateur montre une diminution progressive de la proportion des postes d'agent des services généraux par rapport au nombre total de postes approuvés, comme il ressort de la figure IV.

Figure IV Répartition des postes par catégorie sur les quatre derniers exercices biennaux



Introduction

Catégorie	Nombre Pourcentage		Nombre Pourcentage		Nombre Pourcentage		Nombre Pourcentage		Nombre Pourcentage	
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur	4 463	44,0	4 560	44,0	4 631	45,0	4 736	46,0	4 792	47,0
Agents des services généraux et des catégories apparentées	5 622	56,0	5 745	56,0	5 706	55,0	5 450	54,0	5 406	53,0
Total	10 085		10 305		10 337		10 186		10 198	
Ratio entre les postes d'agent des services généraux et des catégories apparentées et ceux d'administrateur	1,26		1,26		1.23		1.15		1.13	

^a Sur la base du montant final des crédits ouverts.

^b Sur la base des crédits ouverts pour l'exercice 2014-2015.

^c Sur la base des prévisions.

F. Actualisation des coûts

42. Conformément à la méthodologie en vigueur, les prévisions de dépenses pour 2016-2017, avant actualisation des coûts, sont établies à partir des prévisions aux taux révisés de 2014-2015 présentées dans le premier rapport sur l'exécution du budget-programme de l'exercice biennal 2014-2015 (A/69/612). Ces montants sont actualisés en fonction des taux d'inflation prévus pour 2016-2017, des coefficients d'ajustement, des taux d'ajustement au coût de la vie et des taux de change (voir annexe, tableau 7). Les taux de change appliqués pour 2016-2017 sont les mêmes que pour 2015, comme on le voit dans le premier rapport sur l'exécution du budget (A/69/612). Les premières estimations d'actualisation de coûts correspondent à un montant de 124,9 millions, soit 2,8 % du projet de budget ordinaire (à l'exception des missions politiques spéciales).
43. En avril 2015, l'Assemblée générale a décidé, à la section IX de sa résolution 69/274, que les taux de change à terme seraient utilisés aux fins de l'établissement des prévisions budgétaires à partir de l'élaboration du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2016-2017. Elle a prié le Secrétaire général de communiquer les prévisions d'inflation les plus précises possible à la Commission de la fonction publique internationale pour qu'elle puisse prévoir au mieux dans quelle mesure les coûts seraient actualisés. Le Secrétaire général tiendra compte de la décision de l'Assemblée dans le rapport sur les prévisions de dépenses révisées qu'il lui soumettra pour examen à la fin de l'année 2015 avant qu'elle n'approuve les crédits initialement ouverts, en y indiquant les incidences budgétaires des changements de taux de change et d'inflation. Le projet de budget sera actualisé en fonction des taux mis à jour dans le rapport sur les prévisions de dépenses révisées.
44. Les dépenses communes de personnel représentent dans le budget un pourcentage du traitement net pour chaque lieu d'affectation. Elles comprennent les différentes indemnités – indemnité pour charge de famille, prime de mobilité et de sujétion, indemnité pour frais d'études, congé dans les foyers, cotisations à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies et au régime d'assurance maladie – et les dépenses liées au recrutement, à la mutation et à la cessation de service des fonctionnaires. Les taux appliqués dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2016-2017 sont les mêmes que ceux du premier rapport sur l'exécution du budget pour 2014-2015.

45. Les taux de vacance de postes approuvés, et constatés dans le premier rapport sur l'exécution du budget de l'exercice biennal 2014-2015 (A/69/612, par. 30), soit 9 % pour les postes d'administrateur et 5 % pour les postes d'agent des services généraux, sont maintenus. À titre de comparaison, le taux de vacance moyen était de 8,9 % pour les postes d'administrateur et de 5,4 % pour les postes d'agent des services généraux pendant la période allant du 1^{er} janvier 2014 au 31 mars 2015. Ces taux de vacance seront mis à jour en fonction des taux constatés dans le premier rapport sur l'exécution du budget pour 2016-2017.

G. Autres facteurs pris en considération dans les propositions budgétaires

Quotes-parts hors budget ordinaire

46. Le montant des quotes-parts hors budget ordinaire pour l'exercice biennal 2016-2017 est estimé à 640,9 millions de dollars, ce qui représente une diminution de 20,9 millions de dollars (3,2 %) par rapport à 2014-2015. Cette diminution s'explique principalement par la baisse des dépenses prévues au titre du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice 2016-2017, en raison de la réduction des ressources nécessaires pour le progiciel de gestion intégré, du transfert des coûts afférents à la mise au point de systèmes du compte d'appui aux budgets propres à chaque mission de maintien de la paix où ces systèmes ont été déployés, ainsi que de l'achèvement du plan-cadre d'équipement et de la clôture du Tribunal pénal international pour le Rwanda. La répartition des ressources prévues, par chapitre du budget, est indiquée dans le tableau 8 de l'annexe.

Contributions extrabudgétaires

47. Le montant des ressources extrabudgétaires pour l'exercice biennal 2016-2017 est estimé à 18,9 milliards de dollars, ce qui représente une augmentation de 353,6 millions de dollars, soit 1,9 %, par rapport à 2014-2015. L'augmentation correspond principalement à la poursuite de l'expansion d'ONU-Femmes aux fins du déploiement intégral de son architecture régionale; à l'augmentation des financements extrabudgétaires au titre du chapitre 14 (Environnement), provenant du Fonds pour l'environnement, des contributions d'homologues à l'appui des activités du Fonds pour l'environnement, de la Caisse du Fonds pour l'environnement mondial et des fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique; à l'augmentation des prévisions relatives aux programmes consacrés aux établissements humains et aux réfugiés de Palestine. Cette augmentation est partiellement contrebalancée par une baisse des dépenses prévues au titre du contrôle international des drogues, de la prévention du crime et du terrorisme et de la justice pénale et du développement économique et social en Afrique. La répartition des ressources prévues, par chapitre du budget, est indiquée dans le tableau 9 de l'annexe.

Produits

48. En tout, 596 produits de l'exercice 2014-2015 ne seront pas reconduits en 2016-2017. Ils sont décrits dans les chapitres correspondants du projet de budget-programme et un récapitulatif est présenté dans le tableau 10. Le nombre de produits non reconduits représente environ 1,4 % du nombre total de produits prévus en 2014-2015.

Tableau 10 **Récapitulatif des produits de l'exercice 2014-2015 non reconduits en 2016-2017**

<i>Chapitre</i>	<i>Nombre de produits</i>
2. Assemblée de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences	2
3. Affaires politiques	13
4. Désarmement	120
5. Opérations de maintien de la paix	20
6. Utilisations pacifiques de l'espace	1
8. Affaires juridiques	9
9. Affaires économiques et sociales	40
10. Pays les moins avancés, pays en développement sans littoral et petits États insulaires en développement	30
12. Commerce et développement	13
15. Établissements humains	1
16. Contrôle international des drogues, prévention du crime et du terrorisme et justice pénale	34
17. ONU-Femmes	6
18. Développement économique et social en Afrique	1
19. Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique	10
20. Développement économique en Europe	113
21. Développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes	10
22. Développement économique et social en Asie occidentale	54
24. Droits de l'homme	32
26. Réfugiés de Palestine	4
27. Aide humanitaire	5
29. Services de gestion et d'appui	—
B. Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité	3
C. Bureau de la gestion des ressources humaines	30
D. Bureau des services centraux d'appui	1
F. Administration (Genève)	2
G. Administration (Vienne)	1
30. Contrôle interne	1
34. Sûreté et sécurité	40
Total	596

Suivi et évaluation

49. Dans sa résolution 58/269, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de désigner clairement dans tous les chapitres du projet de budget-programme les ressources nécessaires à l'exécution des activités de suivi et d'évaluation. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a demandé un complément d'information sur les principales activités d'évaluation prévues par chaque département, ainsi que des informations sur les activités passées et les enseignements qui en ont été tirés ([A/68/7](#), par. 64 à 67).
50. Le montant des ressources affectées aux activités de suivi et d'évaluation pour 2016-2017 est estimé à 61,2 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de 10,4 millions de dollars par rapport à 2014-2015, comme l'indique le tableau 11. Ces ressources financeraient les auto-évaluations obligatoires et facultatives. Les évaluations externes peuvent être soit obligatoires, soit facultatives.

Tableau 11 **Suivi et évaluation : ressources nécessaires**

	2014-2015		2016-2017	
	Montant ^a	Pourcentage	Montant ^a	Pourcentage
Budget ordinaire	27 694,2	54,5	29 176,3	47,7
Quotes-parts hors budget ordinaire	4 820,1	9,5	4 797,1	7,8
Ressources extrabudgétaires	18 280,9	36,0	27 200,2	44,5
Total	50 795,2	100,0	61 173,6	100,0

^a En milliers de dollars des États-Unis.

51. Chaque fascicule du budget comprend un récapitulatif des ressources que chaque département prévoit pour ses activités de suivi et d'évaluation. Ces activités consistent en général à évaluer si le programme est en voie de parvenir aux résultats escomptés énoncés dans les cadres logiques approuvés pour 2016-2017; à évaluer la qualité des services fournis à l'aune de la satisfaction des clients; à comparer la situation du début de la période d'exécution avec la situation actuelle et à déterminer les tâches qu'il reste à accomplir; à apprécier la mesure dans laquelle les objectifs du programme ont été réalisés; à envisager des reformulations du programme qui pourraient faciliter la réalisation desdits objectifs.
52. Ces activités de suivi et d'évaluation ont permis aux directeurs de programmes de mieux cerner les résultats de leurs programmes, et notamment de mieux concevoir ces programmes et de les évaluer régulièrement afin de suivre les progrès accomplis et de procéder éventuellement aux ajustements nécessaires. Les réactions des bénéficiaires et les exercices d'autoévaluation effectués ont permis de dégager les domaines des programmes qu'il convenait de renforcer. Ainsi, dans le cas de la CESAP, les observations des États Membres ont mis en évidence le fait qu'il fallait évaluer les activités du secrétariat ayant trait aux programmes, notamment les activités des divisions, des bureaux sous-régionaux et des institutions régionales. Dans le cas de la CESAO, les évaluations antérieures ont montré qu'il convenait de multiplier les activités interdisciplinaires dans le cadre des sous-programmes, de collaborer davantage avec les partenaires régionaux, de renforcer l'utilisation des outils de gestion des connaissances et de mieux intégrer la problématique hommes-femmes et la question de l'autonomisation des femmes dans les activités des sous-programmes. Quant au Bureau de la coordination des affaires humanitaires, les évaluations thématiques l'ont amené à appliquer des contrôles plus stricts et mettre en place des systèmes de gestion axée sur les risques pour les partenaires d'exécution, à élaborer de nouvelles politiques pour la gestion et la gouvernance de tous les fonds de financement commun implantés dans les pays, ainsi qu'à renforcer la capacité des intervenants nationaux de répondre aux différents besoins d'un plus grand nombre de personnes dans les situations d'urgence et d'élaborer des politiques exhaustives et des méthodes d'exécution adaptées aux réalités actuelles.

Autres éléments d'information

53. Les ressources proposées pour le centre de conférences de Nairobi au titre de certains chapitres du budget, en application des résolutions 52/220, 57/292 et 58/270 de l'Assemblée générale, sont présentées dans le tableau 10 de l'annexe.
54. Les ressources proposées au titre de la formation pour l'exercice biennal 2016-2017 sont présentées dans le tableau 11.

55. La répartition des ressources affectées aux technologies de l'information et des communications est indiquée dans le tableau 12, suite à la demande du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires ([A/66/7](#), par. 116).
56. Les emplois de temporaire au 31 mars 2015 sont recensés dans le tableau 13, suite à la demande du Comité consultatif ([A/65/611](#), par. 7).
57. Les postes autorisés au titre du budget ordinaire qui sont restés vacants pendant deux ans ou plus sont recensés dans le tableau 14.
58. Les propositions concernant les voyages des fonctionnaires, par chapitre du budget sont présentées dans le tableau 15.
59. Les chapitres du budget pour lesquels les organes compétents ont évalué les programmes de travail correspondants sont recensés dans le tableau 16.
60. Les mesures prises pour donner suite aux recommandations du Comité consultatif sur des questions transversales sont récapitulées dans le tableau 17.
61. On trouvera dans le tableau 18 les nouveaux formats qu'il est proposé d'utiliser pour présenter les produits dans le projet de budget programme pour l'exercice biennal 2018-2019.

H. Décisions que l'Assemblée générale est invitée à prendre

62. **L'Assemblée générale est invitée à approuver les nouveaux formats de présentation des produits (décrits au paragraphe 12, dans la figure II ci-dessus et dans le tableau 18 de l'annexe du présent rapport) ainsi que leur utilisation dans le projet de budget programme pour l'exercice 2018-2019 et les projets suivants.**

Annexe

Tableaux

A. Récapitulatif des ressources financières et des postes nécessaires

Tableau 1 Budget total et postes

a) Budget total

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2014-2015 crédits ouverts	2016-2017	Augmentation (diminution)	
			Montant	Pourcentage
Budget ordinaire				
Dépenses	5 659 361,5	5 693 508,2	34 146,7	0,6
Recettes générales	32 942,6	42 378,5	9 435,9	28,6
Total partiel	5 626 418,9	5 651 129,7	24 710,8	0,4
Recettes provenant des contributions du personnel	502 303,3	513 224,4	10 921,1	2,2
Budget ordinaire : montant net	5 124 115,6	5 137 905,3	13 789,7	0,3
Quotes-parts hors budget ordinaire				
Activités d'appui	661 825,0	640 899,9	(20 925,1)	(3,2)
Total partiel, quotes-parts hors budget ordinaire	661 825,0	640 899,9	(20 925,1)	(3,2)
Ressources extrabudgétaires				
Activités d'appui	544 462,7	560 825,2	16 362,5	3,0
Activités de fond	2 878 176,0	3 077 717,9	199 541,9	6,9
Activités opérationnelles	15 124 705,2	15 262 425,2	137 720,0	0,9
Total partiel	18 547 343,9	18 900 968,3	353 624,4	1,9
Budget total : montant net	24 333 284,5	24 679 773,5	346 489,0	1,4

b) Postes par source de financement

	2014-2015	2016-2017	Augmentation (diminution)	
			Postes	Pourcentage
Budget ordinaire				
Dépenses	10 186	10 198	12	0,1
Chapitre des recettes	80	80	—	—
Total partiel	10 266	10 278	12	0,1
Quotes-parts hors budget ordinaire				
Activités d'appui	1 334	1 369	35	2,6
Total partiel	1 334	1 369	35	2,6
Ressources extrabudgétaires				
Activités opérationnelles	3 004	1 265	(1 739)	(57,9)
Activités de fond	1 685	3 393	1 708	101,2

Introduction

	2014-2015	2016-2017	Augmentation (diminution)	
			Postes	Pourcentage
Activités d'appui	12 029	12 011	(18)	(0,2)
Total partiel	16 718	16 669	(49)	(0,3)
Total	28 318	28 316	(2)	–

Tableau 2 **Récapitulatif du projet de budget-programme**
(En milliers de dollars des États-Unis)

Variation											
	2012-2013 (dépenses effectives)	2014-2015 (crédits ouverts)	Ajustements techniques (élimination de dépenses non renouvelables et effet-report de postes créés au cours de l'exercice antérieur)	Nouveaux mandats et transferts entre les composantes	Nouvelles réductions découlant de la résolution 69/264 de l'Assemblée générale	Gains d'efficience découlant de la résolution 69/264 de l'Assemblée générale	Total	Pourcentage	Total avant actualisation des coûts	Actualisation des coûts	2016-2017 (montant prévu)
Titre I. Politiques, direction et coordination d'ensemble	769 235,3	792 739,5	(26 296,9)	983,7	(3 446,9)	(191,8)	(28 951,9)	(3,7)	763 787,6	13 109,9	776 897,5
1. Politiques, direction et coordination d'ensemble	110 620,1	119 229,3	(4 127,4)	1 668,4	(690,7)	(55,0)	(3 204,7)	(2,7)	116 024,6	3 683,1	119 707,7
2. Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences	658 615,2	673 510,2	(22 169,5)	(684,7)	(2 756,2)	(136,8)	(25 747,2)	(3,8)	647 763,0	9 426,8	657 189,8
Titre II. Affaires politiques	1 455 818,1	1 379 155,2	13 034,3	1 162,1	(1 561,0)	(6 307,5)	6 327,9	0,5	1 385 483,1	7 971,3	1 393 454,4
3. Affaires politiques	1 313 869,3	1 232 659,7	14 489,8	888,4	(781,5)	(6 223,9)	8 372,8	0,7	1 241 032,5	2 934,9	1 243 967,4
4. Désarmement	25 181,2	25 379,7	(1 455,5)	837,7	(142,0)	(47,1)	(806,9)	(3,2)	24 572,8	668,6	25 241,4
5. Opérations de maintien de la paix	108 462,1	112 956,2	–	(564,0)	(579,3)	(36,5)	(1 179,8)	(1,0)	111 776,4	4 343,5	116 119,9
6. Utilisations pacifiques de l'espace	8 305,5	8 159,6	–	–	(58,2)	–	(58,2)	(0,7)	8 101,4	24,3	8 125,7
Titre III. Justice internationale et droit international	96 890,6	99 390,0	(105,1)	3 093,2	(284,4)	(35,2)	2 668,5	2,7	102 058,5	1 534,8	103 593,3
7. Cour internationale de Justice	49 857,4	51 403,1	(105,1)	1 245,9	–	–	1 140,8	2,2	52 543,9	179,5	52 723,4
8. Affaires juridiques	47 033,2	47 986,9	–	1 847,3	(284,4)	(35,2)	1 527,7	3,2	49 514,6	1 355,3	50 869,9
Titre IV. Coopération internationale pour le développement	456 252,3	496 684,5	(9 203,5)	26 245,4	(2 351,4)	(871,6)	13 818,9	2,8	510 503,4	7 227,1	517 730,5
9. Affaires économiques et sociales	154 186,1	163 789,0	(5 502,9)	13 357,6	(832,9)	(232,3)	6 789,5	4,1	170 578,5	5 228,2	175 806,7
10. Pays les moins avancés, pays en développement sans littoral et petits États insulaires en développement	7 362,2	11 579,1	(542,4)	–	(77,5)	–	(619,9)	(5,4)	10 959,2	301,7	11 260,9

Variation											
			Ajustements techniques (élimination de dépenses non renouvelables et effet-report de postes créés au cours de l'exercice antérieur)	Nouveaux mandats et transferts entre les composantes	Nouvelles réductions découlant de la résolution 69/264 de l'Assemblée générale	Gains d'efficience découlant de la résolution 69/264 de l'Assemblée générale			Total avant actualisation des coûts	Actualisation des coûts	2016-2017 (montant prévu)
	2012-2013 (dépenses effectives)	2014-2015 (crédits ouverts)					Total Pourcentage				
11. Appui des Nations Unies au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique	11 763,2	17 010,4	(18,3)	—	(154,6)	—	(172,9)	(1,0)	16 837,5	535,1	17 372,6
12. Commerce et développement	146 478,3	147 915,3	(105,4)	—	(597,2)	(497,8)	(1 200,4)	(0,8)	146 714,9	(1 710,4)	145 004,5
13. Centre du commerce international	39 735,4	39 454,9	—	—	—	—	—	—	39 454,9	72,3	39 527,2
14. Environnement	15 222,1	34 510,7	—	11 046,2	(220,3)	(72,8)	10 753,1	31,2	45 263,8	1 131,6	46 395,4
15. Établissements humains	21 733,4	23 130,3	(2 040,9)	1 377,7	(128,4)	(68,7)	(860,3)	(3,7)	22 270,0	1 053,2	23 323,2
16. Contrôle international des drogues, prévention du crime et du terrorisme et justice pénale	44 532,0	43 938,3	(993,6)	463,9	(260,2)	—	(789,9)	(1,8)	43 148,4	198,8	43 347,2
17. ONU-Femmes	15 239,6	15 356,5	—	—	(80,3)	—	(80,3)	(0,5)	15 276,2	416,6	15 692,8
Titre V. Coopération régionale pour le développement											
18. Développement économique et social en Afrique	557 929,8	569 916,2	(3 135,7)	966,2	(3 036,4)	(3 823,6)	(9 029,5)	(1,6)	560 886,7	25 143,5	586 030,2
19. Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique	136 520,9	150 951,9	(623,0)	824,4	(742,3)	(1 290,1)	(1 831,0)	(1,2)	149 120,9	12 121,7	161 242,6
20. Développement économique en Europe	105 670,0	102 515,7	(510,2)	—	(380,6)	(874,1)	(1 764,9)	(1,7)	100 750,8	4 529,8	105 280,6
21. Développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes	73 811,7	72 532,6	(226,7)	—	(340,5)	(195,4)	(762,6)	(1,1)	71 770,0	(879,4)	70 890,6
22. Développement économique et social en Asie occidentale	122 406,7	114 050,0	(736,7)	120,6	(485,4)	(872,5)	(1 974,0)	(1,7)	112 076,0	2 927,5	115 003,5
23. Programme ordinaire de coopération technique	69 203,1	72 073,8	(1 039,1)	21,2	(231,6)	(591,5)	(1 841,0)	(2,6)	70 232,8	3 219,7	73 452,5
	50 317,4	57 792,2	—	—	(856,0)	—	(856,0)	(1,5)	56 936,2	3 224,2	60 160,4

Variation											
	2012-2013 (dépenses effectives)	2014-2015 (crédits ouverts)	Ajustements techniques (élimination de dépenses non renouvelables et effet-report de postes créés au cours de l'exercice antérieur)	Nouveaux mandats et transferts entre les composantes	Nouvelles réductions découlant de la résolution 69/264 de l'Assemblée générale	Gains d'efficience découlant de la résolution 69/264 de l'Assemblée générale	Total	Pourcentage	Total avant actualisation des coûts	Actualisation des coûts	2016-2017 (montant prévu)
Titre VI. Droits de l'homme et affaires humanitaires	351 226,1	389 791,2	(17 847,9)	5 402,9	(1 640,5)	(527,9)	(14 613,4)	(3,7)	375 177,8	1 601,6	376 779,4
24. Droits de l'homme	173 800,1	208 381,7	(14 286,9)	5 402,9	(1 162,0)	(372,5)	(10 418,5)	(5,0)	197 963,2	776,4	198 739,6
25. Réfugiés : protection internationale, solutions durables et assistance	93 300,0	90 868,9	—	—	—	—	—	—	90 868,9	89,1	90 958,0
26. Réfugiés de Palestine	53 472,8	55 302,4	—	—	(240,5)	—	(240,5)	(0,4)	55 061,9	417,8	55 479,7
27. Aide humanitaire	30 653,2	35 238,2	(3 561,0)	—	(238,0)	(155,4)	(3 954,4)	(11,2)	31 283,8	318,3	31 602,1
Titre VII. Information	190 490,8	190 079,9	(224,5)	11 024,8	(886,2)	(243,8)	9 670,3	5,1	199 750,2	6 710,2	206 460,4
28. Information	190 490,8	190 079,9	(224,5)	11 024,8	(886,2)	(243,8)	9 670,3	5,1	199 750,2	6 710,2	206 460,4
Titre VIII. Services communs d'appui	626 636,4	666 046,0	(43 207,7)	19 290,3	(186,2)	(14 575,2)	(38 678,8)	(5,8)	627 367,2	21 956,5	649 323,7
29. Services de gestion et d'appui	626 636,4	666 046,0	(43 207,7)	19 290,3	(186,2)	(14 575,2)	(38 678,8)	(5,8)	627 367,2	21 956,5	649 323,7
A. Bureau du Secrétaire général adjoint à la gestion	16 178,6	56 736,2	(41 466,1)	8 143,7	(6,2)	(494,4)	(33 823,0)	(59,6)	22 913,2	445,4	23 358,6
B. Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité	39 082,8	37 029,3	—	(164,7)	(21,1)	(1 120,5)	(1 306,3)	(3,5)	35 723,0	1 085,9	36 808,9
C. Bureau de la gestion des ressources humaines	76 903,7	76 584,2	—	(3 428,3)	(76,8)	(1 800,0)	(5 305,1)	(6,9)	71 279,1	2 647,1	73 926,2
D. Bureau des services centraux d'appui	184 262,7	193 042,8	(1 505,0)	(14 655,2)	(12,9)	(3 069,8)	(19 242,9)	(10,0)	173 799,9	11 739,3	185 539,2
E. Bureau de l'informatique et des communications	74 614,2	74 453,1	(50,8)	29 186,3	(46,0)	(2 838,3)	26 251,2	35,3	100 704,3	3 897,8	104 602,1
F. Administration, Genève	163 709,1	155 802,7	(185,8)	154,5	(13,4)	(3 436,3)	(3 481,0)	(2,2)	152 321,7	(333,0)	151 988,7
G. Administration, Vienne	39 895,4	40 929,8	—	—	(7,4)	(899,7)	(907,1)	(2,2)	40 022,7	438,7	40 461,4
H. Administration, Nairobi	31 989,9	31 467,9	—	54,0	(2,4)	(916,2)	(864,6)	(2,7)	30 603,3	2 035,3	32 638,6

	Variation										2016-2017 (montant prévu)
	2012-2013 (dépenses effectives)	2014-2015 (crédits ouverts)	Ajustements techniques (élimination de dépenses non renouvelables et effet-report de postes créés au cours de l'exercice antérieur)	Nouveaux mandats et transferts entre les composantes	Nouvelles réductions découlant de la résolution 69/264 de l'Assemblée générale	Gains d'efficience découlant de la résolution 69/264 de l'Assemblée générale	Total	Pourcentage	Total avant actualisation des coûts	Actualisation des coûts	
Titre IX. Contrôle interne	38 501,6	40 632,1	(565,3)	1 800,0	(319,0)	(65,2)	850,5	2,1	41 482,6	1 037,4	42 520,0
30. Contrôle interne	38 501,6	40 632,1	(565,3)	1 800,0	(319,0)	(65,2)	850,5	2,1	41 482,6	1 037,4	42 520,0
Titre X. Activités administratives financées en commun et dépenses spéciales	134 392,1	155 071,6	478,4	–	–	–	478,4	0,3	155 550,0	9 784,8	165 334,8
31. Activités administratives financées en commun	11 406,9	11 411,4	478,4	–	–	–	478,4	4,2	11 889,8	200,2	12 090,0
32. Dépenses spéciales	122 985,2	143 660,2	–	–	–	–	–	–	143 660,2	9 584,6	153 244,8
Titre XI. Dépenses d'équipement	67 365,8	109 864,5	(52 012,1)	21 748,0	(281,8)	–	(30 545,9)	(27,8)	79 318,6	5 704,7	85 023,3
33. Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien	67 365,8	109 864,5	(52 012,1)	21 748,0	(281,8)	–	(30 545,9)	(27,8)	79 318,6	5 704,7	85 023,3
Titre XII. Sûreté et sécurité	247 491,4	243 751,2	407,4	139,5	(1 263,6)	(273,2)	(989,9)	(0,4)	242 761,3	10 642,2	253 403,5
34. Sûreté et sécurité	247 491,4	243 751,2	407,4	139,5	(1 263,6)	(273,2)	(989,9)	(0,4)	242 761,3	10 642,2	253 403,5
Titre XIII. Compte pour le développement	29 243,2	28 398,8	–	–	–	–	–	–	28 398,8	–	28 398,8
35. Compte pour le développement	29 243,2	28 398,8	–	–	–	–	–	–	28 398,8	–	28 398,8
Titre XIV. Contributions du personnel	503 356,2	497 840,8	746,4	2 110,4	(1 542,6)	(3 085,0)	(1 770,8)	(0,4)	496 070,0	12 488,4	508 558,4
36. Contributions du personnel	503 356,2	497 840,8	746,4	2 110,4	(1 542,6)	(3 085,0)	(1 770,8)	(0,4)	496 070,0	12 488,4	508 558,4
Total, budget ordinaire	5 524 829,7	5 659 361,5	(137 932,2)	93 966,5	(16 800,0)	(30 000,0)	(90 765,7)	(1,6)	5 568 595,8	124 912,4	5 693 508,2

Tableau 3 **Budget ordinaire : récapitulatif des prévisions de dépenses, par objet de dépense**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Variation								Total avant actualisation des coûts	Actualisation des coûts	2016-2017 (montant prévu)
	2012-2013 (dépenses effectives)	2014-2015 (crédits ouverts)	Ajustements techniques (élimination de dépenses non renouvelables et effet-report de postes créés au cours de l'exercice antérieur)	Nouveaux mandats et transferts entre les composantes	Nouvelles réductions découlant de la résolution 69/264 de l'Assemblée générale	Gains d'efficience découlant de la résolution 69/264 de l'Assemblée générale	Total	Pourcentage			
Postes	2 521 328,2	2 551 045,6	8 633,1	14 279,7	(7 868,9)	(14 517,5)	526,4	0,0	2 551 572,0	47 700,6	2 599 272,6
Autres dépenses de personnel	297 563,2	358 085,6	(51 477,0)	10 997,8	(922,3)	(232,9)	(41 634,4)	(11,6)	316 451,2	18 070,2	334 521,4
Émoluments des non-fonctionnaires	18 868,5	21 495,1	(1 724,6)	1 328,0	—	—	(396,6)	(1,8)	21 098,5	273,7	21 372,2
Consultants	18 024,6	24 795,8	(3 042,4)	423,3	(398,0)	5,2	(3 011,9)	(12,1)	21 783,9	1 630,5	23 414,4
Experts	13 880,7	18 221,4	(2 443,8)	1 664,2	(104,3)	—	(883,9)	(4,9)	17 337,5	1 495,5	18 833,0
Frais de voyage des représentants	37 666,9	48 375,1	(3 182,6)	804,8	—	—	(2 377,8)	(4,9)	45 997,3	2 140,1	48 137,4
Voyages	48 973,1	50 043,8	(3 193,0)	696,0	(4 401,6)	(55,6)	(6 954,2)	(13,9)	43 089,6	2 005,7	45 095,3
Services contractuels	140 221,4	189 462,3	(43 182,5)	22 332,2	(222,2)	(899,9)	(21 972,4)	(11,6)	167 489,9	9 511,6	177 001,5
Frais généraux de fonctionnement	244 982,7	260 929,1	(3 648,4)	9 070,9	(180,6)	(2 374,0)	2 867,9	1,1	263 797,0	16 478,1	280 275,1
Frais de représentation	969,1	1 273,4	(2,0)	6,9	(10,4)	—	(5,5)	(0,4)	1 267,9	65,6	1 333,5
Fournitures et accessoires	23 726,2	31 117,8	(230,5)	(1 122,2)	(100,9)	(2 041,9)	(3 495,5)	(11,2)	27 622,3	1 666,5	29 288,8
Mobilier et matériel	44 323,5	36 783,9	(2 029,0)	2 282,6	(314,5)	(582,6)	(643,5)	(1,7)	36 140,4	2 360,1	38 500,5
Aménagement des locaux	70 889,7	66 775,5	(5 353,8)	6 424,5	(281,8)	—	788,9	1,2	67 564,4	3 634,6	71 199,0
Subventions et contributions	360 870,6	387 251,9	(42 337,7)	22 667,4	(451,9)	(215,8)	(20 338,0)	(5,3)	366 913,9	5 391,2	372 305,1
Autres ^a	1 682 541,3	1 613 705,2	15 282,0	2 110,4	(1 542,6)	(9 085,0)	6 764,8	0,4	1 620 470,0	12 488,4	1 632 958,4
Total	5 524 829,62	5 659 361,50	(137 932,2)	93 966,5	(16 800,0)	(30 000,0)	(90 765,7)	(1,6)	5 568 595,80	124 912,40	5 693 508,20

^a Le montant comprend une somme forfaitaire au titre des missions politiques spéciales.

Tableau 4 **Budget ordinaire : postes permanents et temporaires approuvés pour l'exercice biennal 2014-2015 et proposés pour l'exercice biennal 2016-2017**

Chapitre du budget	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur									Agents des services généraux et des catégories apparentées									Total
	USG/ SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/1	Total partiel	1 ^{re} classe	Autres classes	Agents du Service de sécurité	Agents locaux	Agents du Service mobile	Administra- teurs recrutés sur le plan national	Agents des corps de métier	Total partiel		
1. Politiques, direction et coordination d'ensemble																			
2014-2015	6	3	8	16	30	33	28	5	129	12	76	–	8	–	–	–	96	225	
Suppressions	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(1)	–	–	–	–	–	(1)	(1)	
2016-2017	6	3	8	16	30	33	28	5	129	12	75	–	8	–	–	–	95	224	
2. Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences																			
2014-2015	1	1	6	19	191	390	383	9	1 000	80	646	–	15	–	–	–	741	1 741	
Nouveaux postes	–	–	–	–	1	1	3	–	5	–	–	–	–	–	–	–	–	5	
Reclassements	–	–	–	–	1	–	–	–	1	2	(2)	–	(1)	–	–	–	(1)	–	
Suppressions	–	–	–	–	(1)	–	–	–	(1)	–	(19)	–	–	–	–	–	(19)	(20)	
2016-2017	1	1	6	19	192	391	386	9	1 005	82	625	–	14	–	–	–	721	1 726	
3. Affaire politiques																			
2014-2015	2	4	12	16	47	62	50	22	215	5	101	6	31	7	5	–	155	370	
Reclassements	1	(1)	–	–	(1)	1	–	–	–	–	–	(6)	–	6	–	–	–	–	
Suppressions	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(1)	–	–	–	–	–	(1)	(1)	
2016-2017	3	3	12	16	46	63	50	22	215	5	100	–	31	13	5	–	154	369	
4. Désarmement																			
2014-2015	1	–	2	3	13	8	7	4	38	4	15	–	4	–	–	–	23	61	
2016-2017	1	–	2	3	13	8	7	4	38	4	15	–	4	–	–	–	23	61	
5. Opérations de maintien de la paix																			
2014-2015	2	5	6	7	9	6	7	9	51	–	19	–	201	107	2	–	329	380	
Nouveaux postes	–	–	–	–	–	1	1	–	2	–	–	–	–	–	–	–	–	2	
Reclassements	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	5	(5)	–	–	–	–	
Suppressions	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(11)	(3)	–	–	(14)	(14)	
Transformations	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
2016-2017	2	5	6	7	9	7	8	9	53	–	19	–	195	99	2	–	315	368	
6. Utilisations pacifiques de l'espace																			
2014-2015	–	–	1	1	2	7	4	3	18	–	5	–	–	–	–	–	5	23	
2016-2017	–	–	1	1	2	7	4	3	18	–	5	–	–	–	–	–	5	23	

Chapitre du budget	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur									Agents des services généraux et des catégories apparentées								Total
	USG/ SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/I	Total partiel	1 ^{re} classe	Autres classes	Agents du Service de sécurité	Agents locaux	Agents du Service mobile	Administra- teurs recrutés sur le plan national	Agents des corps de métier	Total partiel	
7. Cour internationale de Justice																		
2014-2015	–	1	1	1	4	14	19	20	60	6	53	–	–	–	–	–	59	119
2016-2017	–	1	1	1	4	14	19	20	60	6	53	–	–	–	–	–	59	119
8. Affaires juridiques																		
2014-2015	1	1	4	7	19	22	21	14	89	11	45	–	–	–	–	–	56	145
2016-2017	1	1	4	7	19	22	21	14	89	11	45	–	–	–	–	–	56	145
9. Affaires économiques et sociales																		
2014-2015	1	2	9	31	64	87	64	43	301	33	161	–	–	–	–	–	194	495
Nouveaux postes	–	–	–	–	–	1	–	–	1	–	–	–	–	–	–	–	–	1
Suppressions	–	–	–	–	(1)	–	–	–	(1)	–	(1)	–	–	–	–	–	(1)	(2)
2016-2017	1	2	9	31	63	88	64	43	301	33	160	–	–	–	–	–	193	494
10. Pays les moins avancés, pays en développement sans littoral et petits États insulaires en développement																		
2014-2015	1	–	1	1	6	8	4	1	22	–	6	–	–	–	–	–	6	28
2016-2017	1	–	1	1	6	8	4	1	22	–	6	–	–	–	–	–	6	28
11. Appui des Nations Unies au Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique																		
2014-2015	1	–	1	2	6	10	13	1	34	1	8	–	1	–	–	–	10	44
2016-2017	1	–	1	2	6	10	13	1	34	1	8	–	1	–	–	–	10	44
12. Commerce et développement																		
2014-2015	1	1	5	20	48	62	73	32	242	10	133	–	–	–	–	–	143	385
2016-2017	1	1	5	20	48	62	73	32	242	10	133	–	–	–	–	–	143	385
14. Environnement																		
2014-2015	1	1	4	11	25	26	7	2	77	1	6	–	11	–	–	–	18	95
Transformations [ressources extrabudgétaires/ ressources prévues au titre du personnel temporaire (autre que pour les réunions)]	–	–	–	–	–	21	9	1	31	–	5	–	1	–	–	–	6	37
2016-2017	1	1	4	11	25	47	16	3	108	1	11	–	12	–	–	–	24	132

Chapitre du budget	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur									Agents des services généraux et des catégories apparentées								
	USG/ SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/1	Total partiel	1 ^{re} classe	Autres classes	Agents du Service de sécurité	Agents locaux	Agents du Service mobile	Administra- teurs recrutés sur le plan national	Agents des corps de métier	Total partiel	Total
15. Établissements humains																		
2014-2015	1	–	1	4	9	16	14	5	50	–	2	–	23	–	–	–	25	75
2016-2017	1	–	1	4	9	16	14	5	50	–	2	–	23	–	–	–	25	75
16. Contrôle international des drogues, prévention du crime et du terrorisme et justice pénale																		
2014-2015	1	–	2	7	15	32	24	14	95	3	26	–	–	–	–	–	29	124
Reclassements	–	–	–	1	(1)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Suppressions	–	–	–	(1)	–	–	–	–	(1)	–	(1)	–	–	–	–	–	(1)	(2)
Transformations	–	–	1	–	–	–	–	–	1	–	–	–	–	–	–	–	–	1
2016-2017	1	–	3	7	14	32	24	14	95	3	25	–	–	–	–	–	28	123
17. ONU-Femmes																		
2014-2015	1	1	2	3	6	7	7	5	32	–	13	–	–	–	–	–	13	45
2016-2017	1	1	2	3	6	7	7	5	32	–	13	–	–	–	–	–	13	45
18. Développement économique et social en Afrique																		
2014-2015	1	–	2	16	42	73	76	29	239	–	2	–	298	1	14	–	315	554
Nouveaux postes	–	–	–	–	–	2	2	1	5	–	–	–	1	–	–	–	1	6
Suppressions	–	–	–	–	–	(2)	(2)	(1)	(5)	–	–	–	(1)	–	–	–	(1)	(6)
2016-2017	1	–	2	16	42	73	76	29	239	–	2	–	298	1	14	–	315	554
19. Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique																		
2014-2015	1	–	2	13	36	58	49	35	194	–	–	–	231	–	3	–	234	428
2016-2017	1	–	2	13	36	58	49	35	194	–	–	–	231	–	3	–	234	428
20. Développement économique en Europe																		
2014-2015	1	–	1	9	23	34	36	21	125	6	65	–	–	–	–	–	71	196
2016-2017	1	–	1	9	23	34	36	21	125	6	65	–	–	–	–	–	71	196
21. Développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes																		
2014-2015	1	–	2	13	30	62	60	49	217	–	4	–	264	–	3	–	271	488
Reclassements	–	–	–	–	1	(1)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Suppressions	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(1)	–	–	–	(1)	(1)
2016-2017	1	–	2	13	31	61	60	49	217	–	4	–	263	–	3	–	270	487

Chapitre du budget	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur									Agents des services généraux et des catégories apparentées									Total
	USG/ SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/1	Total partiel	1 ^{re} classe	Autres classes	Agents du Service de sécurité	Agents locaux	Agents du Service mobile	Administra- teurs recrutés sur le plan national	Agents des corps de métier	Total partiel		
22. Développement économique et social en Asie occidentale																			
2014-2015	1	–	2	8	25	36	29	18	119	–	–	–	137	1	3	–	141	260	
Nouveaux postes	–	–	–	–	–	–	3	–	3	–	–	–	–	–	–	–	–	3	
Reclassements	–	–	–	–	–	2	(2)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
Suppressions	–	–	–	–	–	–	(1)	(1)	(2)	–	–	–	(3)	–	–	–	(3)	(5)	
2016-2017	1	–	2	8	25	38	29	17	120	–	–	–	134	1	3	–	138	258	
24. Droits de l'homme																			
2014-2015	1	2	3	10	43	96	133	23	311	4	84	–	4	–	1	–	93	404	
Nouveaux postes	–	–	–	1	2	–	–	–	3	–	–	–	–	–	–	–	–	3	
Reclassements	–	–	–	5	(5)	4	(4)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
Suppressions	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(3)	–	–	–	–	–	(3)	(3)	
2016-2017	1	2	3	16	40	100	129	23	314	4	81	–	4	–	1	–	90	404	
25. Réfugiés : protection internationale, solutions durables et assistance																			
2014-2015	1	1	–	–	–	–	–	–	2	–	–	–	–	–	–	–	–	2	
2016-2017	1	1	–	–	–	–	–	–	2	–	–	–	–	–	–	–	–	2	
26. Réfugiés de Palestine																			
2014-2015	1	1	8	10	27	60	31	2	140	–	10	–	–	–	–	–	10	150	
Suppressions	–	–	–	–	–	–	(1)	–	(1)	–	–	–	–	–	–	–	–	(1)	
2016-2017	1	1	8	10	27	60	30	2	139	–	10	–	–	–	–	–	10	149	
27. Aide humanitaire																			
2014-2015	1	1	3	4	11	16	14	5	55	2	15	–	–	–	–	–	17	72	
2016-2017	1	1	3	4	11	16	14	5	55	2	15	–	–	–	–	–	17	72	
28. Information																			
2014-2015	1	–	4	18	35	74	106	60	298	9	215	–	159	–	53	–	436	734	
Nouveaux postes	–	–	–	–	–	–	9	4	13	–	16	–	–	–	–	–	16	29	
2016-2017	1	–	4	18	35	74	115	64	311	9	231	–	159	–	53	–	452	763	
29. Services de gestion et d'appui																			
2014-2015	1	4	14	32	78	114	127	70	440	70	681	–	78	–	1	97	927	1 367	
Nouveaux postes	–	–	–	–	–	–	1	4	5	–	–	–	–	–	–	–	–	5	
Reclassements	–	–	1	4	(3)	(1)	(1)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	

Chapitre du budget	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur									Agents des services généraux et des catégories apparentées								
	USG/ SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/I	Total partiel	1 ^{re} classe	Autres classes	Agents du Service de sécurité	Agents locaux	Agents du Service mobile	Administra- teurs recrutés sur le plan national	Agents des corps de métier	Total partiel	Total
Transferts	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Suppressions	–	–	–	(1)	–	(1)	–	–	(2)	–	(20)	–	–	–	–	–	(20)	(22)
2016-2017	1	4	15	35	75	112	127	74	443	70	661	–	78	–	1	97	907	1 350
29A. Bureau du Secrétaire général adjoint à la gestion																		
2014-2015	1	–	2	4	9	6	2	1	25	4	20	–	–	–	–	–	24	49
Suppressions	–	–	–	(1)	–	–	–	–	(1)	–	–	–	–	–	–	–	–	(1)
2016-2017	1	–	2	3	9	6	2	1	24	4	20	–	–	–	–	–	24	48
29B. Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité																		
2014-2015	–	1	3	8	10	18	17	8	65	8	57	–	–	–	–	–	65	130
Transferts	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(1)	–	–	–	–	–	(1)	(1)
2016-2017	–	1	3	8	10	18	17	8	65	8	56	–	–	–	–	–	64	129
29C. Bureau de la gestion des ressources humaines																		
2014-2015	–	1	3	5	17	23	20	14	83	10	80	–	–	–	–	–	90	173
Transferts	–	–	–	–	(2)	(1)	(1)	(1)	(5)	(1)	(6)	–	–	–	–	–	(7)	(12)
2016-2017	–	1	3	5	15	22	19	13	78	9	74	–	–	–	–	–	83	161
29D. Bureau des services centraux d'appui																		
2014-2015	–	1	2	3	8	13	15	8	50	13	175	–	–	–	–	96	284	334
Transferts	–	–	–	–	(1)	(2)	(3)	–	(6)	(5)	(18)	–	–	–	–	–	(23)	(29)
Suppressions	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(4)	–	–	–	–	–	(4)	(4)
2016-2017	–	1	2	3	7	11	12	8	44	8	153	–	–	–	–	96	257	301
29E. Bureau de l'informatique et des communications																		
2014-2015	–	1	1	4	13	21	30	7	77	11	47	–	–	–	–	1	59	136
Nouveaux postes	–	–	–	–	–	–	1	4	5	–	–	–	–	–	–	–	–	5
Reclassements	–	–	1	2	(1)	(2)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Transferts	–	–	–	–	3	3	4	1	11	6	25	–	–	–	–	–	31	42
Suppressions	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(2)	–	–	–	–	–	(2)	(2)
2016-2017	–	1	2	6	15	22	35	12	93	17	70	–	–	–	–	1	88	181
29F. Administration, Genève																		
2014-2015	–	–	1	4	10	16	19	21	71	18	240	–	–	–	–	–	258	329
Reclassements	–	–	–	1	(1)	1	(1)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–

Chapitre du budget	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur									Agents des services généraux et des catégories apparentées									Total
	USG/ SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/1	Total partiel	1 ^{re} classe	Autres classes	Agents du Service de sécurité	Agents locaux	Agents du Service mobile	Administra- teurs recrutés sur le plan national	Agents des corps de métier	Total partiel		
Suppressions	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(13)	–	–	–	–	–	(13)	(13)	
2016-2017	–	–	1	5	9	17	18	21	71	18	227	–	–	–	–	–	245	316	
29G. Administration, Vienne																			
2014-2015	–	–	1	1	4	6	7	3	22	6	62	–	–	–	–	–	68	90	
Suppressions	–	–	–	–	–	(1)	–	–	(1)	–	(1)	–	–	–	–	–	(1)	(2)	
2016-2017	–	–	1	1	4	5	7	3	21	6	61	–	–	–	–	–	67	88	
29H. Administration, Nairobi																			
2014-2015	–	–	1	3	7	11	17	8	47	–	–	–	78	–	1	–	79	126	
Reclassements	–	–	–	1	(1)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
2016-2017	–	–	1	4	6	11	17	8	47	–	–	–	78	–	1	–	79	126	
30. Contrôle interne																			
2014-2015	1	1	3	3	13	28	23	14	86	8	23	–	1	–	–	–	32	118	
Nouveaux postes	–	–	–	–	–	2	–	–	2	–	–	–	–	–	–	–	–	2	
Suppressions	–	–	–	–	–	(2)	(1)	–	(3)	–	(1)	–	–	–	–	–	(1)	(4)	
2016-2017	1	1	3	3	13	28	22	14	85	8	22	–	1	–	–	–	31	116	
34. Sûreté et sécurité																			
2014-2015	1	1	1	4	7	19	17	7	57	8	170	308	515	–	–	–	1 001	1 058	
2016-2017	1	1	1	4	7	19	17	7	57	8	170	308	515	–	–	–	1 001	1 058	
Total, budget ordinaire																			
2014-2015	34	31	110	289	864	1 460	1 426	522	4 736	273	2 584	314	1 981	116	85	97	5 450	10 186	
Nouveaux postes	–	–	–	1	3	7	19	9	39	–	16	–	1	–	–	–	17	56	
Reclassements	1	(1)	1	10	(8)	5	(7)	–	1	2	(2)	(6)	4	1	–	–	(1)	–	
Transferts	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	
Suppressions	–	–	–	(2)	(2)	(5)	(5)	(2)	(16)	–	(47)	–	(16)	(3)	–	–	(66)	(82)	
Transformations	–	–	1	–	–	21	9	1	32	–	5	–	1	–	–	–	6	38	
2016-2017	35	30	112	298	857	1 488	1 442	530	4 792	275	2 556	308	1 971	114	85	97	5 406	10 198	
Chapitre 3 des recettes																			
2014-2015	–	–	–	–	2	4	4	3	13	9	56	2	–	–	–	–	67	80	
2016-2017	–	–	–	–	2	4	4	3	13	9	56	2	–	–	–	–	67	80	

Chapitre du budget	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur									Agents des services généraux et des catégories apparentées								
	USG/ SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/I	Total partiel	1 ^{re} classe	Autres classes	Agents du Service de sécurité	Agents locaux	Agents du Service mobile	Administra- teurs recrutés sur le plan national	Agents des corps de métier	Total partiel	Total
Total, budget ordinaire et chapitre 3 des recettes																		
2014-2015	34	31	110	289	866	1 464	1 430	525	4 749	282	2 640	316	1 981	116	85	97	5 517	10 266
Nouveaux postes	–	–	–	1	3	7	19	9	39	–	16	–	1	–	–	–	17	56
Reclassements	1	(1)	1	10	(8)	5	(7)	–	1	2	(2)	(6)	4	1	–	–	(1)	–
Suppressions	–	–	–	(2)	(2)	(5)	(5)	(2)	(16)	–	(47)	–	(16)	(3)	–	–	(66)	(82)
Transformations	–	–	1	–	–	21	9	1	32	–	5	–	1	–	–	–	6	38
2016-2017	35	30	112	298	859	1 492	1 446	533	4 805	284	2 612	310	1 971	114	85	97	5 473	10 278

Tableau 5 Taux de change de diverses monnaies par rapport au dollar des États-Unis et taux d'inflation annuels, de 2014 à 2017, pour les principaux lieux d'affectation

<i>Lieu d'affectation (monnaie)</i>	<i>Taux de change</i>				<i>Taux d'inflation annuel moyen (pourcentage)</i>			
	<i>2014^a</i>	<i>2015^a</i>	<i>2016</i>	<i>2017</i>	<i>2014^a</i>	<i>2015^a</i>	<i>2016</i>	<i>2017</i>
Vienne (euro)	0,749	0,787	0,787	0,787	1,5	1,9	1,9	2,0
Santiago (peso chilien)	567,583	602,000	602,000	602,000	4,1	3,4	3,1	3,0
Addis-Abeba (birr éthiopien)	19,500	19,868	19,868	19,868	7,8	8,7	7,5	8,2
Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan (roupie)	60,924	61,530	61,530	61,530	8,4	7,7	6,7	6,4
Beyrouth (livre libanaise)	1 509,500	1 514,000	1 514,000	1 514,000	2,5	4,2	4,1	3,9
Gaza/Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient/Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve (shekel)	3,535	3,687	3,687	3,687	0,8	1,5	2,2	2,6
Nairobi (shilling kényan)	87,631	89,300	89,300	89,300	6,8	5,8	5,2	4,8
Mexique (peso mexicain)	13,202	13,490	13,490	13,490	3,8	3,3	3,4	3,4
The Hague (euro)	0,749	0,787	0,787	0,787	0,4	1,3	1,5	1,4
Bangkok (baht thaï)	32,468	32,468	32,468	32,468	2,4	4,0	4,0	4,7
Port of Spain (dollar de Trinité-et-Tobago)	6,352	6,352	6,352	6,352	4,3	5,6	6,4	6,3
New York (dollars des États-Unis) ^b	1,000	1,000	1,000	1,000	2,0	2,3	2,3	2,3
Genève (franc suisse)	0,910	0,950	0,950	0,950	0,1	0,8	1,2	1,4

^a Taux révisés de 2014-2015.

^b Les paramètres de New York s'appliquent aux centres d'information des Nations Unies et aux bureaux extérieurs du Département de la sûreté et de la sécurité.

Tableau 6 Coefficient d'ajustement et ajustement au coût de la vie, de 2014 à 2017, pour les principaux lieux d'affectation

<i>Lieu d'affectation</i>	<i>Coefficient d'ajustement (administrateurs)</i>				<i>Ajustement au coût de la vie (agents des services généraux)</i>			
	<i>2014^a</i>	<i>2015^a</i>	<i>2016</i>	<i>2017</i>	<i>2014^a</i>	<i>2015^a</i>	<i>2016</i>	<i>2017</i>
Vienne	64,7	55,6	58,9	58,9	1,8	1,9	1,9	2,0
Santiago	38,8	32,2	35,1	35,1	6,4	3,4	3,1	3,0
Addis-Abeba	44,3	43,0	44,3	48,5	—	8,7	7,5	8,2
Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan	40,6	40,6	45,3	50,5	—	7,7	6,7	6,4
Beyrouth	55,2	53,6	54,7	58,2	—	4,2	4,1	3,9
Gaza/Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient/Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve	61,0	54,4	58,0	58,0	—	1,5	2,2	2,6
Nairobi	42,1	40,2	42,4	46,3	0,2	5,8	5,2	4,8
Mexique	52,1	48,8	51,5	54,6	1,9	3,3	3,4	3,4
La Haye	56,4	48,2	51,3	51,3	0,5	1,3	1,5	1,4
Bangkok	45,6	43,7	44,4	47,7	—	4,0	4,0	4,7
Port of Spain	49,6	48,3	47,2	48,6	1,7	5,6	6,4	6,3
New York	68,4	66,7	69,0	71,5	1,2	2,3	2,3	2,3
Bureaux extérieurs du Département de la sûreté et de la sécurité	48,7	50,6	54,1	57,7	1,2	2,3	2,3	2,3
Genève	103,2	93,1	93,2	93,2	—	0,8	1,2	1,4
Centres d'information des Nations Unies	55,1	57,0	60,6	64,3	1,2	2,3	2,3	2,3

^a Taux révisés de 2014-2015.

Tableau 7 **Effet-report sur l'exercice biennal 2016-2017 de postes créés en 2015, par chapitre du budget**

<i>Chapitre du budget</i>	<i>Nombre de postes</i>	<i>Montant (milliers de dollars É.-U.)</i>
24. Droits de l'homme	47	7 688,5
28. Information	2	339,2
29F. Administration, Genève	1	135,3
34. Sûreté et sécurité	18	413,9
36. Contributions du personnel	–	932,3
Total	68	9 509,2

B. Autres facteurs pris en considération dans les propositions budgétaires

Tableau 8 **Montant estimatif des quotes-parts hors budget ordinaire^a pour les exercices biennaux 2014-2015 et 2016-2017, par chapitre du budget**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Activités d'appui</i>	<i>Activités de fond</i>	<i>Activités opérationnelles</i>	<i>Total</i>
Titre I				
Politiques, direction et coordination d'ensemble				
1. Politiques, direction et coordination d'ensemble				
2014-2015	17 526,9	–	–	17 526,9
2016-2017	19 200,1	–	–	19 200,1
Titre II				
Affaires politiques				
3. Affaires politiques				
2014-2015	14 505,4	–	–	14 505,4
2016-2017	14 199,0	–	–	14 199,0
5. Opérations de maintien de la paix				
2014-2015	316 448,5	–	–	316 448,5
2016-2017	321 822,9	–	–	321 822,9
Titre III				
Justice internationale et droit international				
8. Affaires juridiques				
2014-2015	7 279,9	–	–	7 279,9
2016-2017	7 739,8	–	–	7 739,8
Titre VI				
Droits de l'homme et affaires humanitaires				
24. Droits de l'homme				
2014-2015	2 383,1	–	–	2 383,1
2016-2017	4 357,6	–	–	4 357,6
Titre VII				
Information				
28. Information				
2014-2015	1 517,4	–	–	1 517,4
2016-2017	1 590,6	–	–	1 590,6

	<i>Activités d'appui</i>	<i>Activités de fond</i>	<i>Activités opérationnelles</i>	<i>Total</i>
Titre VIII				
Services communs d'appui				
29. Services de gestion et d'appui				
A. Bureau du Secrétaire général adjoint à la gestion				
2014-2015	112 686,1	—	—	112 686,1
2016-2017	63 403,1	—	—	63 403,1
B. Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité				
2014-2015	42 205,6	—	—	42 205,6
2016-2017	41 529,2	—	—	41 529,2
C. Bureau de la gestion des ressources humaines				
2014-2015	22 382,0	—	—	22 382,0
2016-2017	14 071,5	—	—	14 071,5
D. Bureau des services centraux d'appui				
2014-2015	40 390,7	—	—	40 390,7
2016-2017	72 643,4	—	—	72 643,4
E. Bureau de l'informatique et des communications				
2014-2015	15 195,0	—	—	15 195,0
2016-2017	10 297,8	—	—	10 297,8
Titre IX				
Contrôle interne				
30. Contrôle interne				
2014-2015	61 915,5	—	—	61 915,5
2016-2017	62 517,0	—	—	62 517,0
Titre XII				
Sûreté et sécurité				
34. Sûreté et sécurité				
2014-2015	7 388,9	—	—	7 388,9
2016-2017	7 527,9	—	—	7 527,9
Total				
2014-2015	661 825,0	—	—	661 825,0
2016-2017	640 899,9	—	—	640 899,9

^a Le montant comprend les dépenses d'appui aux programmes, qui sont les dépenses engagées par les services administratifs et techniques pour assurer l'exécution des programmes et projets financés au moyen de quotes-parts hors budget ordinaire concernant les opérations de maintien de la paix, le plan-cadre d'équipement et le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie.

Tableau 9 **Montant estimatif des ressources budgétaires pour les exercices biennaux 2014-2015 et 2016-2017, par chapitre du budget**
(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Activités d'appui^a</i>	<i>Activités de fond^b</i>	<i>Activités opérationnelles^c</i>	<i>Total</i>
Titre I				
Politiques, direction et coordination d'ensemble				
1. Politiques, direction et coordination d'ensemble				
2014-2015	9 891,6	43 747,1	15 041,5	68 680,2
2016-2017	11 431,1	37 196,1	15 367,0	63 994,2
2. Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences				
2014-2015	16 105,3	27 193,7	—	43 299,0
2016-2017	16 688,1	18 417,6	—	35 105,7
Titre II				
Affaires politiques				
3. Affaires politiques				
2014-2015	1 618,8	68 263,2	—	69 882,0
2016-2017	1 618,8	77 974,6	—	79 593,4
4. Désarmement				
2014-2015	547,0	11 949,4	12 195,7	24 692,1
2016-2017	550,0	10 536,1	14 520,1	25 606,2
5. Opérations de maintien de la paix				
2014-2015	2 624,0	112 179,7	—	114 803,7
2016-2017	2 616,1	103 653,3	—	106 269,4
6. Utilisations pacifiques de l'espace				
2014-2015	—	1 384,1	—	1 384,1
2016-2017	—	1 537,0	—	1 537,0
Titre III				
Justice internationale et droit international				
8. Affaires juridiques				
2014-2015	3 848,4	6 274,0	—	10 122,4
2016-2017	3 869,9	4 628,0	—	8 497,9
Titre IV				
Coopération internationale pour le développement				
9. Affaires économiques et sociales				
2014-2015	9 715,8	12 633,9	128 750,0	151 099,7
2016-2017	8 992,9	10 722,2	130 450,0	150 165,1
10. Pays les moins avancés, pays en développement sans littoral et petits États insulaires en développement				
2014-2015	—	3 403,8	—	3 403,8
2016-2017	—	3 500,0	—	3 500,0
11. Appui des Nations Unies au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique				
2014-2015	—	377,0	597,2	974,2
2016-2017	—	500,0	—	500,0
12. Commerce et développement				
2014-2015	9 502,0	18,0	66 019,0	75 539,0
2016-2017	11 261,9	—	62 572,0	73 833,9
14. Environnement				
2014-2015	51 661,1	—	532 901,4	584 562,5
2016-2017	57 273,0	—	580 570,5	637 843,5

	<i>Activités d'appui^a</i>	<i>Activités de fond^b</i>	<i>Activités opérationnelles^c</i>	<i>Total</i>
15. Établissements humains				
2014-2015	27 554,8	45 617,2	298 116,1	371 288,1
2016-2017	28 662,6	45 617,2	385 543,6	459 823,4
16. Contrôle international des drogues, prévention du crime et du terrorisme et justice pénale				
2014-2015	46 711,5	15 874,5	608 543,9	671 129,9
2016-2017	47 840,6	15 317,7	593 616,1	656 774,4
17. ONU-Femmes				
2014-2015	–	527 696,2	–	527 696,2
2016-2017	–	750 061,4	–	750 061,4
Titre V				
Coopération régionale pour le développement				
18. Développement économique et social en Afrique				
2014-2015	10 053,2	–	62 106,7	72 159,9
2016-2017	10 343,6	–	41 327,8	51 671,4
19. Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique				
2014-2015	4 819,2	2 631,5	29 819,0	37 269,7
2016-2017	4 472,4	2 634,0	23 139,3	30 245,7
20. Développement économique en Europe				
2014-2015	2 659,7	7 459,2	24 494,4	34 613,3
2016-2017	3 124,0	7 540,9	21 575,7	32 240,6
21. Développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes				
2014-2015	1 989,4	–	23 010,8	25 000,2
2016-2017	1 965,2	–	23 543,7	25 508,9
22. Développement économique et social en Asie occidentale				
2014-2015	–	–	12 120,4	12 120,4
2016-2017	–	–	9 802,4	9 802,4
Titre VI				
Droits de l'homme et affaires humanitaires				
24. Droits de l'homme				
2014-2015	27 054,4	198 454,4	39 488,4	264 997,2
2016-2017	28 689,2	189 754,8	38 790,0	257 234,0
25. Réfugiés : protection internationale, solutions durables et assistance				
2014-2015	–	1 016 381,3	11 363 418,4	12 379 799,7
2016-2017	–	1 016 292,2	11 363 418,4	12 379 710,6
26. Réfugiés de Palestine				
2014-2015	–	–	1 905 879,3	1 905 879,3
2016-2017	–	–	1 955 831,5	1 955 831,5
27. Aide humanitaire				
2014-2015	131 150,4	616 323,3	–	747 473,7
2016-2017	132 336,3	618 834,7	–	751 171,0
Titre VII				
Information				
28. Information				
2014-2015	–	5 615,0	–	5 615,0
2016-2017	–	6 041,0	–	6 041,0

	Activités d'appui ^a	Activités de fond ^b	Activités opérationnelles ^c	Total
Titre VIII				
Services communs d'appui				
29. Services de gestion et d'appui				
A. Bureau du Secrétaire général adjoint à la gestion				
2014-2015	6 445,0	14 337,6	1 594,1	22 376,7
2016-2017	5 870,8	10 738,9	1 748,2	18 357,9
B. Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité				
2014-2015	22 522,9	2 819,3	—	25 342,2
2016-2017	22 478,1	3 093,8	—	25 571,9
C. Bureau de la gestion des ressources humaines				
2014-2015	8 482,8	0,5	—	8 483,3
2016-2017	8 467,4	12,5	—	8 479,9
D. Bureau des services centraux d'appui				
2014-2015	4 610,0	123 943,6	—	128 553,6
2016-2017	4 610,0	126 796,3	—	131 406,3
E. Bureau de l'informatique et des communications				
2014-2015	34 423,0	—	—	34 423,0
2016-2017	35 997,0	—	—	35 997,0
F. Administration, Genève				
2014-2015	45 999,7	—	—	45 999,7
2016-2017	45 276,5	—	—	45 276,5
G. Administration, Vienne				
2014-2015	13 281,3	9 761,0	—	23 042,3
2016-2017	14 311,6	11 347,2	—	25 658,8
H. Administration, Nairobi				
2014-2015	28 526,1	—	—	28 526,1
2016-2017	29 522,1	—	—	29 522,1
Titre IX				
Contrôle interne				
30. Contrôle interne				
2014-2015	16 184,6	3 316,0	608,9	20 109,5
2016-2017	16 805,7	4 454,7	608,9	21 869,3
Titre XII				
Sûreté et sécurité				
34. Sûreté et sécurité				
2014-2015	6 480,7	521,5	—	7 002,2
2016-2017	5 750,3	515,7	—	6 266,0
Total				
2014-2015	544 462,7	2 878 176,0	15 124 705,2	18 547 343,9
2016-2017	560 825,2	3 077 717,9	15 262 425,2	18 900 968,3

^a Les dépenses d'appui aux programmes sont les dépenses engagées par les services administratifs et techniques pour assurer l'exécution des programmes et projets financés au moyen de ressources extrabudgétaires, y compris des fonds d'affectation spéciale.

^b Les activités de fond servent à appuyer ou compléter des programmes approuvés et sont financées au moyen du budget ordinaire.

^c Les activités opérationnelles servent à prêter assistance à des pays, par exemple dans le cadre d'une coopération technique, d'opérations de secours ou de divers projets humanitaires.

Tableau 10 **Ressources demandées pour l'Office des Nations Unies à Nairobi au titre de chapitres choisis**

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2014-2015 renouvelables et effet- report de postes créés (crédits au cours de l'exercice ouverts)	Variation				Total	Pourcen- tage	2016-2017 (montant prévu) (avant actualisation des coûts)
		Ajustements techniques (élimination de dépenses non renouvelables et effet- report de postes créés au cours de l'exercice antérieur)	Nouveaux mandats et transferts entre les composantes	Nouvelles réductions découlant de la résolution 69/264 de l'Assemblée générale	Gains d'efficacité découlant de la résolution 69/264 de l'Assemblée générale			
1. Politiques, direction et coordination d'ensemble : Bureau du Directeur général de l'Office des Nations Unies à Nairobi	5 831,3	(966,2)	474,0	(16,7)		(508,9)	(8,7)	5 322,4
2. Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences: services de conférence (Nairobi)	21 862,7	(535,7)	180,0	(21,8)		(377,5)	(1,7)	21 485,2
14. Environnement	31 596,3		10 881,7	(216,5)	(72,8)	10 592,4	33,5	42 188,7
15. Établissement humains	21 631,3	(1 880,0)	983,2	(126,5)	(68,7)	(1 092,0)	(5,0)	20 539,3
29H. Administration (Nairobi)	31 467,9		54,0	(2,4)	(916,2)	(864,6)	(2,7)	30 603,3
33. Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien	6 476,3		—	(31,5)		(31,5)	(0,5)	6 444,8
34. Sûreté et sécurité	12 577,4		—	(5,1)		(5,1)	—	12 572,3
Total	131 443,2	(3 381,9)	12 572,9	(420,5)	(1 057,7)	7 712,8	5,9	139 156,0

Tableau 11 **Ressources demandées au titre de la formation^a**

(En milliers de dollars des États-Unis)

Activités de formation gérées de façon centralisée	
Gestion des ressources humaines et financières	964,9
Technologies de l'information	2 953,7
Perfectionnement des cadres et suivi des résultats	9 429,2
Compétences professionnelles et techniques et aide à l'organisation des carrières	5 214,9
Total partiel	18 562,7
Cours de langue ^b	10 389,7
Autres activités de formation ^c	4 718,4
Total	33 670,8

^a Avant actualisation des coûts.^b Dont un montant de 4 652 800 dollars pour les cours de langue gérés par le Siège et un montant de 5 736 900 dollars pour les cours de langue gérés par les commissions régionales et les bureaux hors Siège.^c Y compris les ressources nécessaires pour les activités de formation prévues aux différents chapitres et la part des dépenses cofinancées à la charge de l'ONU.

Tableau 12 **Ressources informatiques pour les exercices biennaux 2012-2013 à 2016-2017**

(En milliers de dollars des États-Unis)

Chapitre	Budget ordinaire			Ressources extrabudgétaires			Quotes-parts hors budget ordinaire		
	2012-2013 ^a (dépenses effectives)	2014-2015 (crédits ouverts)	2016-2017 ^b (Montant prévu)	2012-2013 ^a (Dépenses effectives)	2014-2015 (Montant estimatif)	2016-2017 ^b (Montant prévu)	2012-2013 ^a (Dépenses effectives)	2014-2015 (Montant estimatif)	2016-2017 ^b (Montant prévu)
1. Politiques, direction et coordination d'ensemble	1 317,4	2 207,9	2 116,3	0,0	2,1	4,7	51,1	58,2	65,0
2. Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences	10 936,8	24 270,5	24 970,2	474,4	337,5	374,3	—	—	—
3. Affaires politiques	30 398,1	19 867,6	19 860,3	23,4	55,0	36,0	—	—	—
4. Désarmement	332,9	511,3	507,1	0,0	79,3	363,6	—	—	—
5. Opérations de maintien de la paix	2 664,8	2 451,7	2 626,0	—	—	—	—	2 144,6	2 144,6
6. Utilisations pacifiques de l'espace	131,9	274,1	274,1	24,0	9,6	102,0	—	—	—
7. Cour internationale de Justice	771,8	1 455,6	2 117,3	—	—	—	—	—	—
8. Affaires juridiques	1 533,7	1 586,7	1 628,8	68,1	89,7	90,9	180,8	168,4	173,4
9. Affaires économiques et sociales	3 311,5	2 427,4	2 284,9	0,0	98,6	142,0	—	—	—
10. Pays les moins avancés, pays en développement sans littoral et petits États insulaires en développement	150,7	229,7	211,1	—	—	—	—	—	—
11. Appui des Nations Unies au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique	179,9	261,2	236,0	—	—	—	—	—	—
12. Commerce et développement	1 336,5	9 168,2	9 434,5	—	599,8	599,8	—	—	—
14. Environnement	235,7	382,4	390,5	—	93,0	83,5	—	—	—
15. Établissements humains	375,2	418,1	397,9	—	—	—	—	—	—
16. Contrôle international des drogues, prévention du crime et du terrorisme et justice pénale	896,2	810,9	905,4	—	2 236,6	2 236,6	—	—	—
17. ONU-FEMMES	243,2	405,2	405,2	—	—	—	—	—	—
18. Développement économique et social en Afrique	7 335,8	8 676,5	8 283,7	—	290,4	290,4	—	—	—
19. Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique	2 373,4	5 059,2	4 926,4	—	—	—	—	—	—
20. Développement économique en Europe	990,9	4 327,8	4 327,8	191,8	80,9	78,9	—	—	—
21. Développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes	2 594,3	5 782,0	5 836,8	—	—	—	—	—	—
22. Développement économique et social en	1 587,6	4 099,8	4 246,8	—	—	—	—	—	—

Introduction

Chapitre	Budget ordinaire			Ressources extrabudgétaires			Quotes-parts hors budget ordinaire		
	2012-2013 ^a (dépenses effectives)	2014-2015 (crédits ouverts)	2016-2017 ^b (Montant prévu)	2012-2013 ^a (Dépenses effectives)	2014-2015 (Montant estimatif)	2016-2017 ^b (Montant prévu)	2012-2013 ^a (Dépenses effectives)	2014-2015 (Montant estimatif)	2016-2017 ^b (Montant prévu)
Asie occidentale									
24. Droits de l'homme	1 506,3	3 442,8	3 358,8	—	—	—	0,4	20,5	38,4
26. Réfugiés de Palestine		2 181,6	2 181,6						
27. Aide humanitaire	220,2	2 870,6	2 766,4	105,7	165,2	142,9	—	—	—
28. Information	4 242,9	8 143,7	8 283,2	—	—	—	—	—	—
29. Services de gestion et d'appui ^c	32 695,4	115 166,2	89 885,1	4 885,8	22 222,0	22 183,3	3 868,7	6 046,9	2 878,0
30. Contrôle interne	814,1	1 359,3	1 070,8	48,0	220,1	225,9	454,8	426,6	418,4
31. Activités administratives financées en commun		204,3	222,1						
33. Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien	12 012,5	13 597,6	12 016,3	—	—	—	—	—	—
34. Sûreté et sécurité	2 495,4	3 343,4	3 343,3	15,6	10,4	11,0	120,8	105,9	104,7
Total	123 685,1	244 983,3	219 114,7	5 836,8	26 590,2	26 965,8	4 676,6	8 971,1	5 822,5

^a À l'exclusion des dépenses afférentes aux postes liés à l'informatique.

^b Avant actualisation des coûts.

^c La réduction prévue au chapitre 29 au titre du budget ordinaire est principalement liée à Umoja.

Tableau 13 **Personnel temporaire (autre que pour les réunions) au 31 mars 2015**

Titre/chapitre	Nombre	Titre ou fonction
Titre I. Politiques, direction et coordination d'ensemble		
1. Politiques, direction et coordination d'ensemble	10	Administrateur de programme adjoint, juriste, chef de Cabinet du Président de l'Assemblée générale, chef de cabinet adjoint du Président de l'Assemblée générale, conseiller spécial, conseiller, administrateur de site, assistant juridique
2. Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences	2	Assistant au service des séances
Total partiel	12	
Titre II. Affaires politiques		
3. Affaires politiques	7	Fonctionnaire des finances et du budget, assistant (budget et finances), assistant chargé des ressources humaines, administrateur général chargé des questions politiques, spécialiste des questions politiques (hors classe), spécialiste des questions politiques, assistant de secrétariat
6. Utilisations pacifiques de l'espace	1	Administrateur de programme adjoint
Total partiel	8	
Titre III. Justice internationale et droit international		
7. Cour internationale de Justice	3	Médecin chef, dactylo
Total partiel	3	

Introduction

<i>Titre/chapitre</i>	<i>Nombre</i>	<i>Titre ou fonction</i>
Titre IV. Coopération internationale pour le développement		
9. Affaires économiques et sociales	10	Économiste hors classe, économiste, spécialiste du développement durable, administrateur de programmes, statisticien, assistant d'équipe
10. Pays les moins avancés, pays en développement sans littoral et petits États insulaires en développement	1	Assistant d'équipe
12. Commerce et développement	2	Éditeur, commis d'administration
13. Centre du commerce international	6	Directeur de projet, conseiller de gestion financière (IPSAS), responsable du projet relatif au progiciel de gestion intégré, assistant (projets), assistant (achats), assistant (voyages)
15. Établissements humains	4	Assistant principal, assistant administratif, assistant d'équipe
16. Contrôle international des drogues, prévention du crime et du terrorisme et justice pénale	4	Assistant d'équipe, assistant (programmes), administrateur de programme adjoint
Total partiel	27	
Titre V. Coopération régionale pour le développement		
18. Développement économique et social en Afrique	9	Assistant (perfectionnement du personnel), spécialiste des systèmes d'information, assistant informaticien, infirmier, spécialiste des affaires économiques et sociales, assistant d'équipe, ingénieur du génie civil, coordonnateur de projets
19. Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique	7	Technicien, assistant informaticien, technicien en télécommunications
21. Développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes	17	Assistant d'équipe, assistant de recherche, assistant de bureau, assistant administratif, technicien (matériel audio), assistant informaticien, assistant (systèmes informatiques), technicien des communications, assistant d'information, statisticien, chauffeur
22. Développement économique et social en Asie occidentale	15	Assistant d'équipe, infirmier, opérateur d'assembleuse-relieuse, assistant de secrétariat, assistant d'équipe, assistant administratif, chauffeur, commis (stocks et fournitures), planton, commis (visas), assistant informaticien, technicien en télécommunications, opérateur de télécommunications, téléphoniste
23. Programme ordinaire de coopération technique	54	Conseiller régional, conseiller interrégional, expert, spécialiste de la gestion des programmes, spécialiste des affaires humanitaires, spécialiste des questions politiques, économiste, spécialiste du développement durable, assistant à la coopération technique, assistant de recherche, secrétaire, assistant de bureau, assistant administratif, assistant (programmes), assistant-graphiste
Total partiel	102	
Titre VI. Droits de l'homme et affaires humanitaires		
24. Droits de l'homme	69	Coordonnateur, chef d'équipe, spécialiste des droits de l'homme, enquêteur, conseiller militaire, conseiller juridique, agent de sécurité, assistant administratif, assistant (programmes)
27. Aide humanitaire	8	Administrateur de programmes, fonctionnaire chargé du recrutement, attaché de liaison, assistant de secrétariat, assistant (finances), assistant d'équipe
Total partiel	77	

Introduction

<i>Titre/chapitre</i>	<i>Nombre</i>	<i>Titre ou fonction</i>
Titre VII. Public Information		
28. Information	7	Opérateur de presse à imprimer, responsable de l'information, assistant d'information, assistant site Web.
Total partiel	7	
Titre VIII. Services communs d'appui		
29A. Bureau du Secrétaire général adjoint à la gestion	2	Attaché d'administration, juriste
29B. Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité	2	Assistant (finances), assistant de bureau
29C. Bureau de la gestion des ressources humaines	20	Juriste, attaché d'administration, médecin, spécialiste des ressources humaines, analyste de la gestion, chargé de projet, assistant d'équipe, assistant (programmes), assistant (perfectionnement du personnel), assistant chargé des ressources humaines
29D. Bureau des services centraux d'appui	3	Spécialiste de la gestion du matériel, chauffeur
29E. Bureau de l'informatique et des communications	8	Spécialiste des systèmes d'information, analyste financier
29F. Administration (Genève)	14	Coordonnateur du programme de continuité des opérations, coordonnateur site Web, comptable adjoint de 1 ^{re} classe, juriste, juriste adjoint de 1 ^{re} classe, attaché d'administration, spécialiste des systèmes d'information, ingénieur, administrateur adjoint de 1 ^{re} classe chargé de l'information, assistant chargé des ressources humaines, assistant (systèmes informatiques), assistant en ingénierie, commis (visas)
29G. Administration (Vienne)	8	Assistant (programmes); conseiller du personnel; assistant chargé des ressources humaines; assistant administratif; assistant (budget); aide bibliothécaire; assistant (voyages)
29H. Administration (Nairobi)	2	Administrateur de programmes, assistant administratif
Total partiel	59	
Titre IX. Contrôle interne		
30. Contrôle interne	1	Chef adjoint de la Division de l'inspection et de l'évaluation
Total partiel	1	
Titre X. Activités administratives financées en commun		
32. Dépenses spéciales	1	Spécialiste de l'inspection et de l'évaluation
Total partiel	1	
Titre XII. Sûreté et sécurité		
34. Sûreté et sécurité	22	Agent de sécurité, réceptionniste, assistant d'équipe, administrateur de 1 ^{re} classe, technicien électronique, garde, assistant de bureau, employé d'entrepôt
Total partiel	22	
Chapitre des recettes		
3. Services destinés au public	8	Technicien, assistant (services de conférence), assistant d'information

Introduction

<i>Titre/chapitre</i>	<i>Nombre</i>	<i>Titre ou fonction</i>
Total partiel	8	
Total	327	

Tableau 14 **Postes autorisés au titre du budget ordinaire restés vacants pendant deux ans ou plus**

<i>Chapitre</i>	<i>Classe</i>	<i>Propositions</i>
5. Opérations de maintien de la paix	4 AL	Il est proposé de supprimer ces postes dans le projet de budget-programme pour 2016-2017
18. Développement économique et social en Afrique	1 P-2	Ce poste est nécessaire et s'inscrit dans le cadre du programme de réaffectations organisées pour les jeunes administrateurs
	1 P-5, 2 AL	Ces postes sont nécessaires compte tenu de la restructuration de la Commission économique pour l'Afrique en appui à son nouveau modèle d'activité
19. Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique	1 P-3	Ce poste est nécessaire pour appuyer le programme de travail normatif sur les statistiques de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique
28. Information	1 AN	Il est proposé de transférer ce poste au Centre d'information des Nations Unies de Sanaa en vue de renforcer la prestation de services d'information en Afrique du Nord, comme il est indiqué au fascicule relatif au Département de l'information
	1 AN, 4 AL	Ces postes sont toujours nécessaires pour assurer le travail du Centre d'information des Nations Unies de Luanda, pour lequel le Gouvernement du pays hôte a déjà commencé à construire des locaux. Dans l'intervalle, il a été fait appel, pour démarrer les opérations, à un administrateur recruté sur le plan national qui est provisoirement en poste au Bureau du Coordonnateur résident
29E. Bureau de l'informatique et des communications	2 G(AC))	Il est proposé de supprimer ces postes dans le projet de budget-programme pour 2016-2017
	1 G(AC)	Il est proposé que ce poste fasse partie de ceux pour lesquels le recrutement sera gelé au cours de l'exercice 2016-2017
30. Contrôle interne	P-4	Il est proposé de supprimer ce poste (enquêteur) dans le projet de budget-programme pour 2016-2017 et de créer un nouveau poste (auditeur juricomptable) de même classe pour assurer le travail des services des investigations

Tableau 15 **Ressources demandées pour les voyages du personnel au titre du budget ordinaire (missions politiques spéciales non comprises)**

Chapitre	2012-2013 (dépenses effectives)	2014-2015 (crédits ouverts)	Ajustements techniques (élimination de dépenses non renouvelables et effet- report de postes créés au cours de l'exercice antérieur)	Nouveaux mandats et transferts entre les composantes	Nouvelles réductions découlant de la résolution 69/264 de l'Assemblée générale	Gains d'efficacité découlant de la résolution 69/264 de l'Assemblée générale	Total	Pourcent- nage	Total avant actuali- sation des coûts	Actuali- sation des coûts	2016-2017 (montant prévu)
1. Politiques, direction et coordination d'ensemble	3 973,1	4 319,9	(20,3)	—	(429,5)	—	(449,8)	(10,4)	3 870,1	180,1	4 050,2
2. Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences	421,0	362,4	(76,7)	—	(28,7)	—	(105,4)	(29,1)	257,0	12,1	269,1
3. Affaires politiques	3 626,3	3 033,6	0,0	—	(303,2)	—	(303,2)	(10,0)	2 730,4	127,3	2 857,7
4. Désarmement	453,7	366,4	(7,8)	20,8	(35,7)	—	(22,7)	(6,2)	343,7	15,8	359,5
5. Opérations de maintien de la paix	2 971,7	3 802,3	—	—	(79,1)	—	(79,1)	(2,1)	3 723,2	173,1	3 896,3
6. Utilisations pacifiques de l'espace	158,7	185,7	—	—	(18,5)	—	(18,5)	(10,0)	167,2	7,8	175,0
7. Cour internationale de Justice	92,9	98,6	—	0,5	—	—	0,5	0,5	99,1	4,6	103,7
8. Affaires juridiques	1 050,7	982,1	—	40,0	(98,1)	—	(58,1)	(5,9)	924,0	42,8	966,8
9. Affaires économiques et sociales	2 741,9	2 190,6	(245,8)	(240,7)	(194,1)	—	(680,6)	(31,1)	1 510,0	70,0	1 580,0
10. Pays les moins avancés, pays en développement sans littoral et petits États insulaires en développement	228,9	236,4	—	—	(23,7)	—	(23,7)	(10,0)	212,7	10,0	222,7
11. Appui des Nations Unies au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique	612,2	720,2	—	(18,5)	(71,9)	—	(90,4)	(12,6)	629,8	29,3	659,1
12. Commerce et développement	1 323,7	1 353,3	—	—	(135,1)	—	(135,1)	(10,0)	1 218,2	56,8	1 275,0
14. Environnement	127,2	620,7	—	—	(61,9)	—	(61,9)	(10,0)	558,8	26,2	585,0
15. Établissements humains	303,4	465,1	(116,3)	179,8	(34,9)	(5,9)	22,7	4,9	487,8	22,6	510,4
16. Contrôle international des drogues, prévention du crime et du terrorisme et justice pénale	788,8	821,9	(69,5)	109,4	(75,3)	—	(35,4)	(4,3)	786,5	36,5	823,0
17. ONU-Femmes	120,7	109,4	0,0	0,0	(27,7)	—	(27,7)	(25,3)	81,7	3,8	85,5
18. Développement économique et social en Afrique	2 792,8	3 245,9	(12,0)	36,1	(323,5)	—	(299,4)	(9,2)	2 946,5	136,9	3 083,4
19. Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique	1 459,8	1 444,8	—	—	(144,2)	—	(144,2)	(10,0)	1 300,6	60,8	1 361,4
20. Développement économique en Europe	915,6	939,8	—	—	(93,7)	—	(93,7)	(10,0)	846,1	39,7	885,8
21. Développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes	2 031,9	1 953,0	—	31,0	(194,9)	2,1	(161,8)	(8,3)	1 791,2	83,2	1 874,4
22. Développement économique et social en Asie occidentale	867,3	724,0	(40,8)	4,0	(68,1)	—	(104,9)	(14,5)	619,1	29,0	648,1

Introduction

Chapitre	2012-2013 (dépenses effectives)	2014-2015 (crédits ouverts)	Ajustements techniques (élimination de dépenses non renouvelables et effet- report de postes créés au cours de l'exercice antérieur)	Nouveaux mandats et transferts entre les composantes	Nouvelles réductions découlant de la résolution 69/264 de l'Assemblée générale	Gains d'efficacité découlant de la résolution 69/264 de l'Assemblée générale	Total	Pourcentage	Total avant actuali- sation des coûts	Actuali- sation des coûts	2016-2017 (montant prévu)
23. Programme ordinaire de coopération technique	5 780,9	5 751,2	—	(86,7)	(610,3)	—	(697,0)	(12,1)	5 054,2	235,4	5 289,6
24. Droits de l'homme	6 147,5	7 060,4	(1 934,8)	626,9	(417,3)	—	(1 725,2)	(24,4)	5 335,2	248,4	5 583,6
27. Aide humanitaire	992,3	1 490,4	(441,4)	—	(182,3)	—	(623,7)	(41,8)	866,7	40,5	907,2
28. Information	1 322,5	1 478,8	(116,1)	—	(136,3)	—	(252,4)	(17,1)	1 226,4	57,0	1 283,4
29A. Bureau du Secrétaire général adjoint à la gestion	54,6	62,9	—	—	(6,2)	—	(6,2)	(9,9)	56,7	2,6	59,3
29B. Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité	173,2	211,9	—	—	(21,1)	—	(21,1)	(10,0)	190,8	8,8	199,6
29C. Bureau de la gestion des ressources humaines	891,5	799,1	—	(42,2)	(76,8)	—	(119,0)	(14,9)	680,1	31,7	711,8
29D. Bureau des services centraux d'appui	163,1	129,9	—	—	(12,9)	(5,2)	(18,1)	(13,9)	111,8	5,2	117,0
29E. Bureau de l'informatique et des communications	482,5	460,2	—	35,6	(46,0)	(46,6)	(57,0)	(12,4)	403,2	18,9	422,1
29F. Administration (Genève)	225,2	134,1	—	—	(13,4)	—	(13,4)	(10,0)	120,7	5,6	126,3
29G. Administration (Vienne)	39,7	74,9	—	—	(7,4)	—	(7,4)	(9,9)	67,5	3,2	70,7
29H. Administration (Nairobi)	44,0	25,0	—	—	(2,4)	—	(2,4)	(9,6)	22,6	1,0	23,6
30. Contrôle interne	1 330,8	1 667,3	—	—	(166,6)	—	(166,6)	(10,0)	1 500,7	69,8	1 570,5
33. Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien	15,1	111,5	(111,5)	—	—	—	(111,5)	(100,0)	—	—	—
34. Sûreté et sécurité	4 247,8	2 610,1	—	—	(260,8)	—	(260,8)	(10,0)	2 349,3	109,2	2 458,5
Total	48 973,1	50 043,8	(3 193,0)	696,0	(4 401,6)	(55,6)	(6 954,2)	(13,9)	43 089,6	2 005,7	45 095,3

Tableau 16 Programmes de travail examinés par les organes compétents et chapitres correspondants du budget

<i>Chapitre/programme/sous-programme</i>	<i>Organe chargé de l'examen</i>	<i>Date de l'examen</i>
2. Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences	Comité des conférences	Avril 2014
3. Affaires politiques		
Décolonisation	Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux	Juin 2014
Question de Palestine	Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien	Avril 2014
6. Utilisations pacifiques de l'espace	Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique	Juin 2014
8. Affaires juridiques		
Développement progressif et codification du droit international	Commission du droit international	Mai-juin 2014
Harmonisation, modernisation et unification progressives du droit commercial international	Commission des Nations Unies pour le droit commercial international	Juillet 2014
9. Affaires économiques et sociales		
Appui au Conseil économique et social et coordination	Conseil économique et social	Juillet 2014
Développement durable	Forum politique de haut niveau pour le développement durable	Juin-juillet 2014
Statistique	Commission de statistique	Mars 2014
Population	Commission de la population et du développement	Avril 2014
Administration publique et gestion du développement	Comité d'experts de l'administration publique	Avril 2014
Gestion durable des forêts	Forum des Nations Unies sur les forêts	Mai 2015
12. Commerce et développement		
Centre du commerce international	Groupe consultatif commun du Centre du commerce international	Juin 2014

Introduction

<i>Chapitre/programme/sous-programme</i>	<i>Organe chargé de l'examen</i>	<i>Date de l'examen</i>
14. Environnement	Assemblée des Nations Unies pour l'environnement du Programme des Nations Unies pour l'environnement	Juin 2014
16. Réfugiés : protection internationale, solutions durables et assistance	Comité permanent du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	Mars 2014
17. Égalité des sexes et autonomisation des femmes	Commission de la condition de la femme	Mars 2014
18. Développement économique et social en Afrique	Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique de la Commission économique pour l'Afrique	Mars 2014
19. Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique	Comité consultatif des représentants permanents et d'autres représentants de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique	Mai 2014
21. Développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes	Mai 2014
22. Développement économique et social en Asie occidentale	Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale	Septembre 2014
24. Droits de l'homme	Conseil des droits de l'homme	Le rôle du Conseil des droits de l'homme dans l'examen du programme 20 du projet de plan-programme biennal a été précisé : d'un point de vue juridique, conformément à la pratique établie par l'ancienne Commission des droits de l'homme, le Conseil n'est pas un organe intergouvernemental compétent aux termes de l'article 4.8 du Règlement et des règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation. Cependant, le 2 mai 2014, la Haut-Commissaire aux droits de l'homme a communiqué le programme 20 du plan-programme biennal du projet de cadre stratégique pour la période

Chapitre/programme/sous-programme	Organe chargé de l'examen	Date de l'examen
		2016-2017 aux membres du Conseil sous couvert d'une lettre adressée au Président du Conseil. Dans sa lettre, elle informait le Conseil de l'examen que le Comité du programme et de la coordination allait consacrer au projet de plan-programme et se disait disposée à recevoir les observations que les membres du Conseil souhaiteraient formuler sur la question..
28. Information	Comité de l'information	Avril-Mai 2014

Tableau 17 **État récapitulatif de la suite donnée aux recommandations formulées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires concernant les questions multisectorielles**

Recommandation	Mesures prises
(A/68/7)	
L'Assemblée générale a également noté que le Secrétaire général avait pris des dispositions afin que les billets d'avion soient réservés 16 jours à l'avance et l'a prié de ne ménager aucun effort pour réduire le nombre des voyages organisés dans un court délai et de faire en sorte que les réservations soient faites aussi longtemps que possible avant la date du voyage (résolution 67/254 A de l'Assemblée générale, sect. VI, par. 8). Cette mesure, qui a été approuvée par l'Assemblée générale [résolution 65/268, annexe, par. 2 e)], aurait dû, de l'avis du Comité consultatif, permettre de faire des économies avérées dans les dépenses afférentes aux voyages en 2012-2013 et justifier en conséquence une modification des hypothèses budgétaires à ce titre pour 2014-2015. Le Comité regrette que le Secrétaire général ne soit pas en mesure de fournir des renseignements sur les incidences des mesures d'ores et déjà en vigueur concernant les voyages, conformément à la résolution 65/268 (par. 118). Le Comité consultatif est déçu de ce que le Secrétaire général n'ait pas fourni de renseignements sur les économies que l'on escomptait de faire grâce aux décisions	Le projet de budget pour l'exercice biennal 2016-2017 prévoit une réduction globale de 14,7 % des ressources nécessaires au titre des voyages du personnel par rapport aux crédits ouverts en 2014 -2015. Après l'élimination des dépenses non renouvelables au titre des voyages du personnel, une réduction de 10 % a été appliquée, qui correspond à la baisse des dépenses relatives aux voyages qui devrait résulter de l'application des règles approuvées pour les voyages en avion. Au cours des 10 dernières années, la part des ressources allouées aux objets de dépense autres que les postes que représentent les ressources inscrites au budget ordinaire au titre des voyages du personnel est passée de 4 % à 3,1 %, comme il ressort du tableau 5 du présent rapport.

<i>Recommandation</i>	<i>Mesures prises</i>
concernant les mesures prises, au titre des voyages, par l'Assemblée générale dans sa résolution 67/254 A. Le Comité souligne que la collecte opportune de données de qualité sur le volume et la fréquence des voyages entrepris par l'Organisation ainsi que sur les coûts par destination, réels ou escomptés, permettrait d'utiliser plus efficacement et plus rationnellement les ressources afférentes aux voyages. À cet égard, le Comité compte que le Secrétaire général communiquera à l'Assemblée, lors de l'examen du projet de budget-programme pour 2014-2015, des renseignements sur les économies escomptées grâce à la prise de ces dispositions (par. 121). Le Comité consultatif estime que des économies pourraient être réalisées au titre des voyages si l'on utilisait les nouvelles technologies audiovisuelles, y compris, par exemple, pour assurer la couverture vidéo ou photographique des déplacements du Secrétaire général ainsi que du déroulement des grandes conférences et réunions des organes directeurs. Ce faisant, l'on permettrait au Département de réduire le nombre de fonctionnaires devant accompagner le Secrétaire général pour assurer une telle couverture (par. 122). Au vu de toutes les observations formulées plus haut sur les montants proposés pour les voyages pour 2014-2015, le Comité consultatif estime judicieux de réduire globalement le montant des crédits proposés par le Secrétariat pour les voyages du personnel. C'est pourquoi, il recommande à l'Assemblée générale d'approuver une réduction globale de 2 371 000 dollars (avant actualisation des coûts), soit 5 % du total des frais afférents aux voyages du personnel, pour tous les chapitres du budget. Le Comité compte que d'autres économies seront réalisées, au titre des voyages, pour toutes les autres catégories de personnel visées par les dispositions de la résolution 67/254 A de l'Assemblée. Il recommande également que le Secrétaire général soit prié de tenir compte de	

Recommandation	Mesures prises
ces économies dans les rapports sur l'exécution du budget pour 2014-2015 et de faire figurer dans son prochain projet de budget une analyse complète des incidences de l'ensemble des mesures de réforme des conditions de voyage adoptées par l'Assemblée générale dans ses résolutions 65/268 et 67/254 A (par. 123).	

Tableau 18 **Nouvelle présentation des produits qu'il est proposé d'utiliser à compter du projet de budget programme pour l'exercice biennal 2018-2019**

Chapitre 6 (Utilisations pacifiques de l'espace)

Produits	Quantité
Services d'organes intergouvernementaux et d'organes d'experts (budget ordinaire)	
<i>Assemblée générale</i>	
Services fonctionnels pour les réunions :	
1. Séances de la Quatrième Commission sur le thème « Coopération internationale touchant les utilisations pacifiques de l'espace »	6
2. Réunions du Groupe de travail plénier de la Quatrième Commission	6
Documentation destinée aux organes délibérants :	
3. Rapport du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique	2
<i>Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique</i>	
Services fonctionnels pour les réunions :	
4. Séances plénières	32
Documentation destinée aux organes délibérants :	
5. Rapport de la Réunion interorganisations sur les activités spatiales	2
6. Documents de séance	12
7. Autres documents	4
8. Rapport du Sous-Comité juridique du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique	2
9. Rapport du Sous-Comité scientifique et technique du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique	2
10. Rapport sur la coordination des activités spatiales dans le système des Nations Unies	1
11. Rapport spécial sur l'utilisation des sciences et techniques spatiales dans le système des Nations Unies	1
12. Rapport sur le plan de travail du Programme des Nations Unies pour l'exploitation de l'information d'origine spatiale aux fins de la gestion des catastrophes et des interventions d'urgence (UN-SPIDER)	1
<i>Sous-Comité scientifique et technique du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique</i>	
Services fonctionnels pour les réunions :	
13. Réunions plénières du Sous-comité et réunions de ses groupes de travail	60
14. Colloque sur les applications des techniques spatiales organisé avec la Fédération internationale	1

Produits	Quantité
d'astronautique (2016)	
15. Organisation d'un colloque du secteur spatial (2017)	1
Documentation destinée aux organes délibérants :	
16. Documents d'information, études, rapports et autres documents	14
17. Documents de séance	20
18. Rapport du Spécialiste des Nations Unies pour les applications des techniques spatiales	2
19. Rapport sur la réunion annuelle du Comité international sur les systèmes mondiaux de navigation par satellite	2
20. Rapport sur les activités du réseau de bureaux d'appui régionaux établis dans le cadre du programme UN-SPIDER	2
21. Rapport sur l'appui consultatif technique fourni et les activités menées dans le cadre du plan de travail du Comité international sur les systèmes mondiaux de navigation par satellite	2
22. Rapports sur les ateliers, les stages et autres activités	15
<i>Sous-Comité juridique du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique</i>	
Services fonctionnels pour les réunions :	
23. Réunions plénières du Sous-comité et réunions de ses groupes de travail	40
24. Colloque sur le droit de l'espace organisé avec l'Institut international de droit spatial et le Centre européen pour le droit spatial	2
Documentation destinée aux organes délibérants :	
25. Documents d'information, études juridiques, rapports et autres documents	6
26. Documents de séance	14
27. Rapports sur les ateliers, les stages, les colloques, les conférences et les séminaires consacrés au droit de l'espace, à la politique spatiale ou aux autres aspects juridiques des activités spatiales	1
<i>Comité international sur les systèmes mondiaux de navigation par satellite et Forum des fournisseurs</i>	
Services fonctionnels pour les réunions :	
28. Réunions plénières du Comité et réunions de ses groupes de travail et du Forum des fournisseurs	20
29. Réunions du groupe de travail sur la diffusion de l'information et le renforcement des capacités	8
<i>Autres</i>	
Services de dépositaire :	
30. Diffusion aux États Membres d'informations communiquées en application du Traité sur les principes régissant les activités des États en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes, de l'Accord sur le sauvetage des astronautes, le retour des astronautes et la restitution des objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique et des Principes relatifs à l'utilisation de sources d'énergie nucléaires dans l'espace	2
31. Tenue d'un registre et d'une base de données publics recensant les informations fournies dans les documents des séries A/AC.105/INF et ST/SG/SER.E conformément à la Convention sur l'immatriculation des objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique	10
Autres activités de fond (budget ordinaire et ressources extrabudgétaires)	
Publications en série :	
32. Compte rendu intégral des activités menées par le Bureau des affaires spatiales dans le domaine du droit de l'espace	1
33. Publication spéciale sur le thème retenu à la Réunion interorganisations annuelle	1
34. Programme d'enseignement des Nations Unies sur les sciences et techniques spatiales et sur le droit de l'espace	1
35. Traités et principes des Nations Unies relatifs à l'espace extra-atmosphérique	1

<i>Produits</i>	<i>Quantité</i>
36. Messages des explorateurs de l'espace aux générations futures	2
37. Rapport sur les activités menées dans le cadre du Programme	2
Publications isolées :	
38. Publications spéciales sur un domaine d'activité du Bureau	3
39. Édition spéciale des Traités et principes des Nations Unies relatifs à l'espace extra-atmosphérique publiée à l'occasion du cinquantenaire de la publication	1
Missions d'établissement des faits :	
40. Réunions d'organisations intergouvernementales et d'entités non gouvernementales s'occupant de questions liées à l'espace	10
Expositions, visites guidées et conférences :	
41. Gestion de l'exposition permanente sur la contribution des techniques spatiales à l'amélioration de la vie sur Terre et à la protection de l'environnement	1
42. Exposés sur les travaux menés par l'ONU dans le domaine spatial, destinés aux États Membres, aux organisations intergouvernementales et aux entités non gouvernementales	4
43. Expositions temporaires sur les retombées positives des activités spatiales	4
Brochures, fiches d'information, planches murales et pochettes de documentation :	
44. Documents de sensibilisation, de formation et d'information sur les activités spatiales menées par les Nations Unies et sur les travaux du Bureau	2
Communiqués et conférences de presse :	
45. Rédaction de communiqués de presse à l'occasion de conférences de presse	15
Manifestations spéciales :	
46. Manifestations spéciales visant à célébrer des exploits ou des anniversaires d'événements liés au domaine spatial	1
Activités ou documentation techniques :	
47. Maintenance du site Web du Bureau des affaires spatiales et des bases de données connexes	1
48. Maintenance du portail d'information du Comité international sur les systèmes mondiaux de navigation par satellite	1
49. Maintenance du portail de connaissances du programme UN-SPIDER	1
Missions humanitaires :	
50. Mise à la disposition des organismes des Nations Unies, des bureaux d'appui régionaux du programme UN-SPIDER et des correspondants nationaux d'informations d'origine spatiale destinées à les aider dans leurs interventions d'urgence et leurs opérations humanitaires	1
Coopération internationale et coordination et liaison interorganisations (budget ordinaire et ressources extrabudgétaires)	
Services fonctionnels pour les réunions interorganisations :	
51. Tribune publique annuelle d'échange d'informations entre les membres du Comité et les représentants d'entités des Nations Unies	2
52. Réunion interorganisations annuelle sur les activités spatiales	2
Coopération technique (budget ordinaire et ressources extrabudgétaires)	
Services consultatifs :	
53. Assistance aux États Membres et aux organisations régionales, intergouvernementales et non gouvernementales qui en font la demande pour l'élaboration de mesures, de programmes et de projets nationaux et régionaux relatifs au droit de l'espace et à la politique spatiale ainsi qu'aux sciences et techniques spatiales et à leurs applications	2

<i>Produits</i>	<i>Quantité</i>
54. Assistance technique aux États Membres qui en font la demande pour l'intégration de solutions spatiales dans leurs plans et politiques de gestion des catastrophes et leurs programmes de réduction des risques	6
55. Assistance technique et assistance financière symbolique aux centres régionaux de formation aux sciences et techniques spatiales affiliés à l'Organisation des Nations Unies, y compris leurs conseils d'administration et leurs comités consultatifs, pour leurs activités d'éducation et de formation et leur fonctionnement	8
Stages, séminaires et ateliers – ateliers ou réunions d'experts :	
56. Portant sur l'utilisation des techniques spatiales dans la gestion des catastrophes, organisés à l'intention des représentants des bureaux nationaux et régionaux d'appui d'UN-SPIDER, d'autres entités des Nations Unies et d'initiatives internationales et régionales prévues ou en cours et des responsables et des spécialistes de la gestion des catastrophes, pour leur permettre d'examiner les activités menées sur le terrain et d'arrêter les orientations futures	2
57. Portant sur l'utilisation des techniques spatiales dans la gestion des catastrophes et les interventions d'urgence, organisés au niveau régional à l'intention des responsables et des spécialistes de la gestion des catastrophes	2
58. Portant sur le droit de l'espace, la politique spatiale ou les autres aspects juridiques des activités spatiales	1
59. Portant sur les thèmes prioritaires du Programme des Nations Unies pour les applications des techniques spatiales, organisés à l'intention de participants issus de pays en développement, en particulier des femmes	11
Bourses et subventions :	
60. Administration de bourses internationales pour des travaux de longue durée dans le domaine des sciences et des techniques spatiales, octroyées par des États Membres et des organisations intergouvernementales et non gouvernementales s'occupant de questions spatiales	12
Services d'appui administratif (budget ordinaire)	
<i>Gestion des ressources humaines</i>	
61. Planification, administration et gestion des ressources humaines du Bureau	1
<i>Planification des programmes, budget et comptabilité</i>	
62. Planification et exécution (à court et à long terme) du programme et du budget du Bureau, suivi de ses résultats et établissement des documents y afférents	1

Chapitre 12 (Commerce et développement) : direction exécutive et administration

<i>Produits</i>	<i>Quantité</i>
Services d'organes intergouvernementaux et d'organes d'experts et établissement de rapports à leur intention (budget ordinaire)	
<i>Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement</i>	
Services fonctionnels pour les réunions :	
1. Séances de la quatorzième session de la Conférence, y compris réunions préparatoires	8
Documentation destinée aux organes délibérants :	
2. Documents, y compris documents de séance	4
<i>Conseil du commerce et du développement</i>	
Services fonctionnels pour les réunions :	
3. Sessions ordinaires annuelles et réunions directives	52
Documentation destinée aux organes délibérants :	

<i>Produits</i>	<i>Quantité</i>
4. Documents destinés aux réunions préparatoires de la quatorzième session de la Conférence	2
5. Rapports sur la suite donnée aux grandes conférences et réunions au sommet organisées sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines de compétence de la CNUCED	2
6. Rapports sur les questions appelant une décision du Conseil dans le cadre de la suite donnée à la quatorzième session de la Conférence	2
<i>Groupe de travail sur le cadre stratégique et le budget-programme</i>	
Services fonctionnels pour les réunions :	
7. Réunions	10
Documentation destinée aux organes délibérants :	
8. Documents de séance ou de travail	8
9. Rapports sur les évaluations externes des programmes de la CNUCED	1
<i>Groupes spéciaux d'experts</i>	
10. Réunions des groupes spéciaux d'experts décidées par le Secrétaire général de la CNUCED en consultation avec les États membres	3
Autres activités de fond (budget ordinaire et ressources extrabudgétaires)	
Brochures, fiches d'information, planches murales et pochettes de documentation :	
11. Rapport annuel de la CNUCED	2
12. Programme du colloque de la CNUCED sur la société civile et rapport y afférent	4
13. Notifications électroniques de la CNUCED à la société civile	40
14. Recueil des bulletins d'information de la CNUCED destinés à la société civile	1
15. Rapport sur la réunion régionale de la CNUCED avec des organisations de la société civile	2
16. Résumé des auditions des représentants de la société civile et du secteur privé	2
17. Publication de la CNUCED « Questions en bref »	10
18. Dossiers de presse et dépliants concernant des publications phares	12
19. Documents d'information sur la CNUCED	10
20. Documents d'information de la quatorzième session de la Conférence, destinés notamment à la société civile	10
21. Brochures de la CNUCED	2
22. Affiches de la CNUCED, documents plastifiés et autres produits spéciaux	10
23. « Coup d'œil sur la CNUCED »	2
24. Dossiers de la CNUCED	2
Communiqués et conférences de presse :	
25. Conférences de presse et exposés	32
26. Communiqués de presse	120
27. Notes d'information	20
28. Bulletins d'information électroniques en 2016 et 2017	2
Activités ou documentation techniques :	
29. Notes d'orientation de la CNUCED	6
30. Administration et tenue à jour du site Web de la CNUCED	2
31. Administration et tenue à jour du site Web de la quatorzième session de la CNUCED	1
Manifestations spéciales :	
32. Colloque réunissant la société civile et les États membres au sujet du programme de travail de la CNUCED, sous réserve de l'examen complémentaire et de la décision du Conseil du commerce	1

<i>Produits</i>	<i>Quantité</i>
et du développement	
33. Conférence Raúl Prebisch	1
34. Séances d'information spécialisées à l'intention des étudiants, des délégués et des représentants d'établissements universitaires en visite à la CNUCED, organisées, sur demande, dans d'autres lieux	2
Services d'appui administratif (budget ordinaire)	
Coordination et gestion d'ensemble :	
35. Approbation de principe de tous les documents, publications et produits d'information	1
36. Planification des politiques et coordination des réunions intergouvernementales et des réunions d'experts	1
Évaluations :	
37. Études et évaluations ponctuelles de la gestion; supervision et coordination des évaluations externes effectuées dans le cadre d'accords relatifs à des projets ou à des fonds d'affectation spéciale	1
38. Supervision et coordination des autoévaluations et de l'établissement des rapports correspondants	1
39. Supervision des évaluations externes demandées par le Conseil du commerce et du développement	1

Chapitre 29B (Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité) : composante 1

<i>Produits</i>	<i>Quantité</i>
Services d'organes intergouvernementaux et d'organes d'experts (budget ordinaire)	
<i>Assemblée générale</i>	
Services fonctionnels pour les réunions :	
1. Séances de la Cinquième Commission	50
2. Consultations de la Cinquième Commission	270
3. Séances du Comité du programme et de la coordination	25
4. Consultations du Comité du programme et de la coordination	30
5. Réunions des autres grandes commissions	30
6. Réunions du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires	115
Documentation destinée aux organes délibérants :	
7. Projet de cadre stratégique pour la période 2018-2019	32
8. Esquisse du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2018-2019	1
9. Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2018-2019	88
10. Budget-programme de l'exercice biennal 2016-2017	1
11. Autres rapports ponctuels	2
12. Rapport sur l'exécution du budget-programme de l'exercice biennal 2016-2017	2
13. Budget des tribunaux pénaux internationaux	2
14. Rapports sur l'exécution du budget des tribunaux pénaux internationaux	4
15. États des incidences sur le budget-programme	30
16. Déclarations orales	75

<i>Produits</i>	<i>Quantité</i>
17. Prévisions révisées	10
18. Prévisions de dépenses relatives aux missions politiques spéciales pour 2017 et 2018	26
19. Documents de séance	6
20. Réponses écrites au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et à la Cinquième Commission	3 100
Autres activités de fond (budget ordinaire et ressources extrabudgétaires)	
21. Assistance à la Cinquième Commission et au Comité du programme et de la coordination pour l'établissement de leurs rapports à l'Assemblée générale	100
22. Réunions d'information destinées aux États Membres sur la planification des programmes et le budget	6
23. Examen des projets de résolution visant à évaluer leurs éventuelles incidences sur le budget-programme	900
24. Allocation et ouverture de crédits (budget ordinaire et ressources extrabudgétaires)	4 900
25. Délivrance des autorisations concernant le tableau d'effectifs (hors postes inscrits au budget ordinaire)	100
26. Dépôt des demandes d'autorisation d'engagement de dépenses imprévues ou extraordinaires	30
27. Examen des plans de dépenses (ressources extrabudgétaires)	250
28. Contrôle des dépenses de certains budgets (budget ordinaire)	92
29. Calcul et publication de statistiques sur les postes vacants	24
30. Examen et autorisation du fichier des agents certificateurs	330
31. Établissement et révision des paramètres budgétaires	4
32. Calcul de la moyenne mensuelle des effectifs militaires	8
33. Conseils et orientations de haut niveau sur l'application des directives relatives à la planification des programmes et au budget	125
34. Examen des demandes de création de postes ou d'emplois de temporaire et annonce des décisions y relatives	48
35. Établissement de lettres visant à obtenir l'assentiment du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires concernant la création de postes ou d'emplois de temporaire de classe D-1 ou supérieure financés au moyen de fonds extrabudgétaires	30
36. Établissement de lettres visant à informer le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires des emplois de temporaire de classe D-1 et supérieure financés au moyen de fonds extrabudgétaires que le Contrôleur a approuvés pour l'année civile	2

Chapitre 19 (Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique) : sous-programme 2

Produits	Quantité
Services d'organes intergouvernementaux et d'organes d'experts et établissement de rapports à leur intention (budget ordinaire)	
<i>Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique</i>	
Documentation destinée aux organes délibérants :	
1. Rapports sur les questions relatives au commerce et aux investissements	2
2. Rapports sur les activités du Centre de l'Asie et du Pacifique pour le transfert de technologie	2
3. Rapports du Centre pour la mécanisation agricole durable (CMAD)	2
<i>Comité du commerce et de l'investissement de la CESAP</i>	
Services fonctionnels pour les réunions :	
4. Séances plénières	6
Documentation destinée aux organes délibérants :	
5. Rapport du Comité du commerce et de l'investissement	1
6. Rapports sur les questions relatives au commerce et aux investissements	1
<i>Groupes spéciaux d'experts</i>	
7. Réunion du groupe d'experts sur les questions nouvelles concernant le commerce et l'investissement	1
8. Réunion du groupe d'experts sur la science, la technologie et l'innovation	1
<i>Assistance aux représentants et aux rapporteurs</i>	
9. Conseil d'administration du Centre de l'Asie et du Pacifique pour le transfert de technologie	2
10. Conseil d'administration du Centre pour la mécanisation agricole durable	2
11. Comité permanent de l'Accord commercial Asie-Pacifique	2
12. Conseil ministériel de l'Accord commercial Asie-Pacifique	1
13. Conseil d'administration du Forum des entreprises du bassin du Mékong	2
14. Conseil consultatif des entreprises de la CESAP	2
15. Groupe directeur intergouvernemental intérimaire sur la facilitation du commerce transfrontière sans papier	2
16. Réunions annuelles du Réseau Asie-Pacifique pour les essais de machines agricoles	2
Autres activités de fond (budget ordinaire et ressources extrabudgétaires)	
Publications en série :	
17. Rapport sur le commerce et l'investissement dans la région Asie-Pacifique	2
Publications isolées :	
18. <i>Studies in Trade and Investment: Services and Global Value Chains</i>	1
19. <i>Studies in Trade and Investment: Trade Facilitation for Regional Development</i>	1
20. <i>Studies in Trade and Investment: Increasing the Inclusiveness and Sustainability of Asia-Pacific Business</i>	1
Brochures, fiches d'information, planches murales et pochettes de documentation :	
21. Bulletins d'information électroniques sur la facilitation du commerce	2
22. Les activités de la CESAP dans le domaine du commerce et des investissements – passé, présent et futur	1
23. Fiches-pays et dossiers-pays établis parallèlement au rapport sur le commerce et	2

Produits	Quantité
l'investissement dans la région Asie-Pacifique	
24. Notes d'information sur la base de données sur les accords relatifs au commerce et à l'investissement dans la région Asie-Pacifique	2
Activités ou documentation techniques :	
25. Base de données sur les accords relatifs au commerce et à l'investissement dans la région Asie-Pacifique	2
26. Base de données exhaustive sur les coûts du commerce	2
27. Documents de travail sur les aspects essentiels du commerce et de l'investissement en Asie et dans le Pacifique	2
28. <i>Trade Insights</i>	2
29. Indicateurs de résultats commerciaux relatifs aux mesures non tarifaires	2
30. Rapport sur la facilitation des échanges et la mise en œuvre des principes du commerce dématérialisé	2
31. Publication périodique en ligne du Centre de l'Asie et du Pacifique pour le transfert de technologie intitulée Asia-Pacific Tech Monitor, regroupant des informations relatives au transfert de technologie et aux systèmes d'innovation nationaux et locaux (4 éditions par an)	2
32. Publication périodique en ligne du Centre de l'Asie et du Pacifique pour le transfert de technologie intitulée Value Added Technology Information Service Update, regroupant des informations relatives à la gestion des déchets, aux sources d'énergie non classiques, au traitement des produits alimentaires, aux biotechnologies et à la protection de la couche d'ozone	2
33. Ressources en ligne du Centre pour la mécanisation agricole durable sur les bonnes pratiques agricoles et l'agriculture écologiquement viable au service de la réduction de la pauvreté	2
34. Documents de référence sur la négociation d'accords commerciaux préférentiels	1
Audiovisuel :	
35. Production de supports multimédia de référence sur les thèmes du commerce et de l'investissement destinés à figurer dans le rapport sur le commerce et l'investissement dans la région Asie-Pacifique, notamment en vue de promouvoir l'intégration régionale	1
Coopération technique (budget ordinaire et ressources extrabudgétaires)	
Projets opérationnels – programmes de renforcement des capacités des responsables politiques et des États Membres dans les domaines suivants :	
36. Les politiques relatives au commerce et à l'investissement, notamment l'Accord commercial Asie-Pacifique et les autres accords en la matière, et les programmes liés à l'Initiative Aide pour le commerce	1
37. Les mesures de facilitation du commerce visant à lever les obstacles réglementaires et liés à la procédure qui pèsent sur le commerce, notamment en ce qui concerne les échanges commerciaux sans papier	1
38. Les systèmes d'innovation nationaux et sous-sectoriels et les politiques relatives à la science, à la technologie et à l'innovation fondées sur les faits	1
39. Le transfert de technologie et la contribution des technologies au développement durable, en particulier en ce qui concerne les sources d'énergie renouvelables et les nanotechnologies	1
40. La mécanisation agricole durable, notamment grâce au développement du Réseau Asie-Pacifique pour les essais de machines agricoles	1
Projets opérationnels – programmes de renforcement des capacités des institutions dans le domaine suivant :	
41. Le commerce durable et sans exclusion, la facilitation des échanges, l'investissement, la création d'entreprises et le transfert de technologie, notamment dans le cadre du Réseau Asie-Pacifique de recherche et de formation sur le commerce	1
Projets opérationnels – programmes de renforcement des capacités du secteur privé dans le domaine suivant :	
42. La croissance durable et sans exclusion en Asie et dans le Pacifique	1